

**COMPAGNIE DE L'OCCIDENT
POUR LA FINANCE ET L'INDUSTRIE S.A.**

RAPPORT SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2014

NON AUDITÉ

SOMMAIRE

1.	ORGANES DE LA SOCIÉTÉ	5
2.	CHIFFRES CLÉS	7
3.	ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS AU 30 JUIN 2014	
3.1.	Rapport de gestion individuel	10
3.2.	Bilan et compte de profits et pertes	12
3.3.	Annexe légale aux états financiers individuels	16
4.	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2014	
4.1.	Rapport de gestion consolidé	32
4.2.	Organigramme du Groupe	41
4.3.	État consolidé de la situation financière	42
4.4.	État consolidé du résultat global	44
4.5.	Tableau des flux de trésorerie consolidé	46
4.6.	État consolidé des variations des capitaux propres	48
4.7.	Notes aux états financiers consolidés	50

ORGANES DE LA SOCIÉTÉ

CONSEIL D'ADMINISTRATION**Président**Frédéric Wagner ^{1, 2, 3, 4}**Vice-Président**Massimo Trabaldo Togna ^{1, 4}**Administrateurs**Jean Bodoni ³Americo Bortuzzo ^{1, 2}Robert Hoffmann ¹Jean Noël Lequeue ^{1, 2, 4}Bruno Panigadi ³**Secrétaire**

Bruno Panigadi

RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

BDO Audit

Luxembourg

- 1 Comité nominations & rémunérations
- 2 Comité d'audit & *compliance*
- 3 Comité de direction
- 4 Comité de stratégie bancaire

CHIFFRES CLÉS

Comptes individuels

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Fonds propres (y inclus le résultat)	223'984	222'679	224'146
Total du bilan	227'792	225'344	227'700
Total des immobilisations financières	184'816	184'811	186'291
Profit net	11'233	9'158	10'625
Actions en circulation	N° 19'434'054	19'466'654	19'466'654

Comptes consolidés

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Résultat net consolidé	11'181	14'542	9'023
Résultat net consolidé, part du Groupe	11'413	14'430	8'982
Fonds propres consolidés, part du Groupe (y inclus le résultat)	407'975	402'632	399'780
Intérêts minoritaires	(145)	(30)	(366)
Total du bilan consolidé	3'359'450	2'914'765	2'729'423
Actions émises	n° 20'000'000	20'000'000	20'000'000
Actions détenues par la société	n° 565'946	533'346	533'346
Actions en circulation à la fin de l'exercice	n° 19'434'054	19'466'654	19'466'654
Moyenne pondérée des actions en circulation pour l'exercice	n° 19'462'206	19'466'654	19'466'654
Valeur estimée par action ⁽¹⁾	EUR 20.96	20.68	20.54
Bénéfice net par action ⁽²⁾	EUR 0.59	0.74	0.46

(1) La valeur estimée correspond au montant des Fonds propres consolidés, part du Groupe, divisé par la moyenne pondérée des actions en circulation.

(2) Le bénéfice net par action correspond au montant du résultat net consolidé, part du Groupe, divisé par la moyenne pondérée des actions en circulation.

**ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS
AU 30 JUIN 2014**

**RAPPORT DE GESTION INDIVIDUEL
AU 30 JUIN 2014**

Pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, COFI a enregistré un profit net de EUR 11'233'057,16 (30.06.2013 : EUR 10'624'672,09) soit une augmentation d'environ 6% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les dividendes provenant d'entreprises liées s'élèvent à EUR 11'488'131,53 (30.06.2013 : EUR 11'918'960,93).

Les opérations sur titres et autres valeurs mobilières ont engendré une perte de EUR 156'162,63 (30.06.2013 : profit de EUR 62'562,04) ; par contre, le résultat net des opérations en devises étrangères a enregistré un profit de EUR 428'074,10 (30.06.2013 : perte de EUR 797'135,36).

Le total des immobilisations financières, net de corrections de valeur, s'élève à EUR 184'816'091,47 (31.12.2013 : EUR 184'810'742,74) ; aucune variation significative n'est à signaler durant la période sous revue.

Au 30 juin 2014, le total des fonds propres, s'élève à EUR 223'984'236,32 (31.12.2013 : EUR 222'679'172,72) y inclus le résultat de l'exercice.

COFI est engagée pour un montant de EUR 677'000,50 (31.12.2013 : EUR 794'700,50) qui concerne le capital non encore appelé, à verser à des fonds d'investissements et pour un montant de EUR 3'447'000,00 concernant l'option d'achat 2,5% du capital social d'une filiale ; cette option peut être exercée jusqu'au 30 juin 2016.

Au cours de l'exercice, la Société a acheté sur le marché boursier 32'600 actions propres, au cours moyen de EUR 14,58 chacune. Au 30 juin 2014, COFI détenait 565'946 de ses propres actions.

Aucun fait significatif n'est à signaler depuis la clôture de la période et jusqu'à ce jour.

Rapport de gestion individuel au 30 juin 2014 (suite)

En ce qui concerne les participations les plus importantes, nous signalons le résultat du 1^{er} semestre 2014 :

- Cassa Lombarda SpA : profit de EUR 1'250'584,04 (30.06.2013 : EUR 1'690'104,00);
- PKB Privatbank SA : profit de CHF 12'000'391,63 (30.06.2013 : CHF 8'508'992,71) ;
- Quintia SpA : perte de EUR 168'090,00 (30.06.2013 : perte de EUR 94'664,00).

Luxembourg, le 7 octobre 2014

pour le Conseil d'Administration
Frédéric Wagner
Président

BILAN

en EUR	<i>notes</i>	30/06/2014	31/12/2013
ACTIF			
C. ACTIF IMMOBILISE		184'816'091.47	184'810'742.74
III. Immobilisations financières	2.3, 3	184'816'091.47	184'810'742.74
1. Parts dans des entreprises liées	3.1	180'450'500.94	180'450'500.94
2. Créances sur des entreprises liées	2.4, 3.2	36'000.00	36'000.00
3. Parts dans des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	3.3	1'836'100.00	1'836'100.00
4. Créances sur des entreprises dans lesquelles la société a un lien de participation	2.4, 3.4	232'000.00	232'000.00
5. Titres ayant le caractère d'immobilisations	3.5	1'343'624.86	1'343'624.86
6. Prêts et créances immobilisées	2.4, 3.6	917'865.67	912'516.94
D. ACTIF CIRCULANT		42'975'656.97	40'532'909.29
II. Créances	2.4, 4	329'210.00	454'330.00
4. Autres créances	2.4, 4	329'210.00	454'330.00
<i>a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an</i>		<i>329'210.00</i>	<i>454'330.00</i>
III. Valeurs mobilières	2.5	16'509'004.43	16'925'119.29
2. Actions propres ou parts propres	5	5'438'202.34	4'962'898.00
3. Autres valeurs mobilières	6	11'070'802.09	11'962'221.29
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse	7	26'137'442.54	23'153'460.00
TOTAL ACTIF		227'791'748.44	225'343'652.03

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers

BILAN

en EUR	<i>notes</i>	30/06/2014	31/12/2013
PASSIF			
A. CAPITAUX PROPRES	8	223'984'236.32	222'679'172.70
I. Capital souscrit	9	163'300'000.00	163'300'000.00
IV. Réserves		18'159'803.36	17'679'803.36
1. Réserve légale	10	5'700'000.00	5'220'000.00
2. Réserve pour actions propres ou parts propres	11	5'438'202.34	4'962'898.00
4. Autres réserves	12	7'021'601.02	7'496'905.36
V. Résultats reportés		31'291'375.80	32'541'497.16
VI. Résultat de l'exercice		11'233'057.16	9'157'872.18
C. PROVISIONS	2.6	2'445'317.12	2'454'482.12
1. Provisions pour pensions et obligations similaires	13	2'070'822.12	2'070'822.12
2. Provisions pour impôts	14	374'495.00	383'660.00
D. DETTES NON SUBORDONNEES	2.7, 15	1'362'195.00	209'997.21
4. Dettes sur achat et prestations de services		112'345.00	144'866.72
<i>a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an</i>		<i>112'345.00</i>	<i>144'866.72</i>
8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		15'800.00	12'728.76
<i>a) dettes fiscales</i>		<i>15'800.00</i>	<i>10'400.00</i>
<i>b) dettes au titre de la sécurité sociale</i>		<i>0.00</i>	<i>2'328.76</i>
9. Autres dettes		1'234'050.00	52'401.73
<i>a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an</i>		<i>1'234'050.00</i>	<i>52'401.73</i>
TOTAL PASSIF		227'791'748.44	225'343'652.03

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

en EUR	<i>notes</i>	01/01/2014 30/06/2014	01/01/2013 30/06/2013
CHARGES			
1. Consommation de marchandises et de matières premières et consommables		2'859.24	5'473.85
2. Autres charges externes	16	262'771.69	282'319.48
3. Frais de personnel	17	18'633.61	19'083.47
4. Dotations aux corrections de valeur des éléments d'actif non financiers		0.00	3'396.71
5. Autres charges d'exploitation	18	63'200.00	60'800.00
7. Corrections de valeurs et ajustements de juste valeur sur éléments financiers actif circulant. Moins-values de cessions des valeurs mobilières	19	186'333.73	19'794.48
8. Intérêts et autres charges financières		151.79	797'584.36
a) concernant des entreprises liées		0.00	0.00
b) autres intérêts et charges		151.79	797'584.36
10. Impôts sur le résultat		3'210.00	3'210.00
11. Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		198'123.44	211'869.59
13. Profit de l'exercice		11'233'057.16	10'624'672.09
TOTAL DES CHARGES		11'968'340.66	12'028'204.03

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

en EUR	<i>notes</i>	01/01/2014 30/06/2014	01/01/2013 30/06/2013
PRODUITS			
5. Autres produits d'exploitation		12'127.50	12'127.50
6. Produits des immobilisations financières	20	11'488'131.53	11'918'960.93
a) provenant d'entreprises liées		11'488'131.53	11'918'960.93
7. Produits des éléments financiers de l'actif circulant	21	30'171.10	83'634.11
b) autres intérêts et produits assimilés		30'171.10	83'634.11
8. Autres intérêts et produits assimilés	22	437'910.53	13'481.49
b) autres intérêts et produits financiers		437'910.53	13'481.49
TOTAL DES PRODUITS		11'968'340.66	12'028'204.03

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers

**ANNEXE LÉGALE AUX ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS
ARRÊTÉS AU 30 JUIN 2014**

1 GÉNÉRALITÉS

La Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie a été constituée sous la forme d'une société anonyme le 14 avril 1971.

La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières et immobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances ou garanties. La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

La dénomination sociale abrégée COFI, a été déposée comme marque internationale dans les pays suivants: Benelux, Italie, Principauté de Monaco et Suisse.

Depuis sa création, la Société n'a exercé aucune activité commerciale soumise à la TVA.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

2.2 CONVERSION DE DEVISES

Toutes les transactions exprimées dans une devise autre que l'EUR sont enregistrées en EUR au cours de change en vigueur à la date de transaction. L'actif immobilisé exprimé dans une devise autre que l'EUR est converti en EUR au cours de change historique en vigueur au moment de la transaction. À la date de clôture, à l'exception des créances et prêts, l'actif immobilisé reste converti au cours de change historique.

Les avoirs en banque sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes et les profits de change en résultant sont enregistrés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les autres postes de l'actif et les passifs sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seules sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes, les pertes de change non réalisées. Les bénéfices de change sont enregistrés au compte de profits et pertes au moment de leur réalisation.

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont évaluées au prix d'acquisition et peuvent faire l'objet de corrections de valeur, afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui leur est attribuée à la date de clôture du bilan, si les administrateurs jugent que la dépréciation sera durable. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

2.4 CRÉANCES

Les créances sont évaluées à la valeur nominale diminuée, le cas échéant, des corrections de valeur devenues nécessaires, afin de les renseigner à leur valeur de réalisation. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.5 VALEURS MOBILIÈRES

Les valeurs mobilières sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué, le cas échéant, de corrections de valeur lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'achat. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.6 PROVISIONS

Les provisions ont pour objet de couvrir des pertes ou des dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à leur date de survenance.

2.7 DETTES NON SUBORDONNÉES

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou, le cas échéant, à leur valeur de remboursement.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES - Variations de l'exercice

en EUR	30/06/2014	31/12/2013
Valeur d'acquisition au début de l'exercice	206'033'281.36	205'889'544.31
Augmentations au coût d'acquisition	0.00	572'237.05
Diminutions au coût d'acquisition	0.00	(428'500.00)
Valeur d'acquisition à la fin de l'exercice	206'033'281.36	206'033'281.36
Corrections de valeur au début de l'exercice	(21'222'538.62)	(20'150'645.19)
Corrections de valeur de l'exercice	0.00	(1'071'893.43)
Reprises de corrections de valeur de l'exercice	5'348.73	0.00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	(21'217'189.89)	(21'222'538.62)
Investissement net à la fin de l'exercice	184'816'091.47	184'810'742.74

3.1 PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES*Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital*

	% de détention	devise	Total des fonds propres	Résultat de l'exercice
Buddahrock Pty Ltd, Scone	100.00%	AUD	15'475'382	(322'747)
Cassa Lombarda SpA, Milano	63.13%	EUR	83'689'195	1'250'584
Dorfina SA, Lugano	100.00%	CHF	3'167'306	(37'964)
Glenbuddah Pty Ltd, Scone	100.00%	AUD	(1'813'415)	(322'748)
PKB Privatbank SA, Lugano	100.00%	CHF	281'518'045	12'000'046
Quintia SpA, Milano	100.00%	EUR	12'574'815	(168'090)
Shepton Cons & Serv SA, Luxemburg	60.00%	EUR	538'069	(14'058)
Sonetto Pty Ltd, Sydney	100.00%	AUD	215'243	0

Le total des fonds propres inclut le résultat de l'exercice.

Toutes les entreprises ont clôturé les états financiers au 30 juin 2014 et les données du tableau ci-dessus se réfèrent à cette date.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

3.2 CRÉANCES SUR DES ENTREPRISES LIÉES

Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital

Au 30 juin 2014, il subsiste une avance de EUR 36'000,00 en faveur de Shepton Consultadoria & Serviços SA.

3.3 PARTS DANS DES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES LA SOCIÉTÉ A UN LIEN DE PARTICIPATION

Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital

	% de détention	devise	Total des fonds propres	Résultat de l'exercice
Heptagon Investment Ltd, Tortola	27.62%	USD	3'806'275	(200'465)
Milano Luxury Company SpA, Milano	40.00%	EUR	3'522'028	0

Le total des fonds propres inclut le résultat de l'exercice.

Toutes les entreprises ont clôturé les états financiers au 30 juin 2014 et les données du tableau ci-dessus se réfèrent à cette date.

Le pourcentage de détention représente la quote-part dans le capital et peut être différent du droit de vote indiqué dans le tableau à la page 41.

3.4 CRÉANCES SUR DES ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA SOCIÉTÉ A UN LIEN DE PARTICIPATION

Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital

Au 30 juin 2014, il subsiste une avance de EUR 232'000,00 en faveur de Milano Luxury Company SpA.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

3.5 TITRES AYANT LE CARACTÈRE D'IMMOBILISATIONS

La Société détient une participation (10%) pour un montant de EUR 1'340'512,91 dans Bulk Malta Ltd, Malte. COFI détient également une participation (9,31257%) dans Euroceanica (UK) Ltd, Londres pour un montant de EUR 3'111,95, net de correction de valeur.

3.6 PRÊTS ET CRÉANCES IMMOBILISÉES

Au 30 juin 2014, il subsiste une avance, nette de correction de valeur, de EUR 41'056,61 en faveur de Euroceanica (UK) Ltd et de EUR 876'809,06 en faveur de Bulk Malta Ltd.

4 CRÉANCES

Le montant de EUR 329'210,00 correspond aux acomptes payés à l'Administration des Contributions Directes (ACD). En considérant les provisions pour impôts de EUR 374'495,00 au passif du bilan, il subsiste une dette vis-à-vis de l'ACD de EUR 45'285,00.

5 ACTIONS PROPRES OU PARTS PROPRES

Au cours de l'exercice, la Société a acheté sur marché boursier 32'600 actions propres, au cours moyen de EUR 14,58 chacune. Au 30 juin 2014, COFI détenait 565'946 de ses propres actions.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

6 AUTRES VALEURS MOBILIÈRES

en EUR	30/06/2014	31/12/2013
Actions	620'647.91	1'100'227.23
Fonds d'investissements	9'491'090.25	9'928'123.09
Obligations	936'519.09	925'388.06
Intérêts courus sur obligations	22'544.84	8'482.91
TOTAL	11'070'802.09	11'962'221.29

7 AVOIRS EN BANQUES, AVOIRS EN COMPTES DE CHÈQUES POSTAUX, CHÈQUES ET ENCAISSE

en EUR	30/06/2014	31/12/2013
Avoirs en banques, comptes à vue	23'356'415.53	20'920'776.83
Avoirs en banques, comptes à préavis	2'753'658.47	2'205'353.91
Avoirs en banques, comptes à terme	26'505.07	26'412.10
Intérêts courus sur les avoirs en banques	863.47	917.16
TOTAL	26'137'442.54	23'153'460.00

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

8 **CAPITAUX PROPRES - Variations de l'exercice**

en EUR	Capital souscrit	Réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	TOTAL
31/12/2013	163'300'000.00	17'679'803.36	32'541'497.16	9'157'872.18	222'679'172.70
affectation du resultat		480'000.00	8'677'872.18	(9'157'872.18)	0.00
attribution d'un dividende			(9'927'993.54)		(9'927'993.54)
résultat de l'exercice				11'233'057.16	11'233'057.16
30/06/2014	163'300'000.00	18'159'803.36	31'291'375.80	11'233'057.16	223'984'236.32

9 **CAPITAL SOUSCRIT**

Le *Capital souscrit* se compose de 20 millions d'actions sans valeur nominale. Compte-tenu des actions propres détenues par la société, 19'434'054 actions sont en circulation.

10 **RÉSERVE LÉGALE**

Il est fait annuellement sur les bénéfices nets un prélèvement d'au moins 5% affectés à la *Réserve légale*. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint 10% du capital social. Le montant affecté à la *Réserve légale* n'est pas distribuable.

11 **RÉSERVE POUR ACTIONS PROPRES**

En application de la loi, la société a doté la *Réserve pour actions propres* du même montant payé pour l'acquisition de ses actions propres.

Le montant affecté à la *Réserve pour actions propres* n'est pas distribuable.

Suite à l'acquisition de 32'600 actions propres, un montant de EUR 475'304,34 a été prélevé de la *Réserve pour l'acquisition future d'actions propres* en faveur de la *Réserve pour actions propres*.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

12 AUTRES RÉSERVES

en EUR	30/06/2014	31/12/2013
Autres réserves	5'359'803.36	5'359'803.36
Réserve pour l'acquisition future d'actions propres	1'661'797.66	2'137'102.00
TOTAL	7'021'601.02	7'496'905.36

Suite à l'acquisition de 32'600 actions propres, un montant de EUR 475'304,34 a été prélevé de la *Réserve pour l'acquisition future d'actions propres* en faveur de la *Réserve pour actions propres*.

13 PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

Les *Provisions pour pensions et obligations similaires* de EUR 2'070'822,12 (31.12.2013 : EUR 2'070'822,12) comprennent les sommes allouées à des salariés du Groupe payables au terme de leur collaboration.

14 PROVISIONS POUR IMPÔTS

Les *Provisions pour impôts* de EUR 374'495,00 représentent les charges d'impôts estimées par la Société pour les exercices pour lesquels les bulletins d'imposition définitifs n'ont pas encore été reçus. Les avances payées figurent dans le poste *Autres créances* à l'actif du bilan.

15 DETTES

L'ensemble des dettes a une échéance inférieure à un an.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

16 AUTRES CHARGES EXTERNES

en EUR	30/06/2014	30/06/2013
Loyers et charges locatives	31'684.20	31'351.24
Sous-traitance, entretiens et réparations	882.41	798.10
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	216'943.09	223'129.09
Primes d'assurance	1'624.64	1'617.16
Frais de marketing et de communication	11'637.35	22'520.17
Charges externes diverses	0.00	2'903.72
TOTAL	262'771.69	282'319.48

16.1 RÉMUNÉRATIONS D'INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES

en EUR	30/06/2014	30/06/2013
Traitement informatique	0.00	0.00
Services bancaires et assimilés	66'984.05	53'013.29
Honoraires	125'856.66	146'417.69
Autres rémunérations d'intermédiaires et honoraires	24'102.38	23'698.11
TOTAL	216'943.09	223'129.09

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

17 FRAIS DE PERSONNEL

en EUR	30/06/2014	30/06/2013
Rémunérations des salariés	18'139.86	17'045.12
Charges sociales (part patronale)	493.75	2'038.35
TOTAL	18'633.61	19'083.47

Au cours des exercices 2014 et 2013, la Société a employé en moyenne une personne à temps plein.

18 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

en EUR	30/06/2014	30/06/2013
Tantièmes	63'200.00	60'800.00
Pertes sur créances irrécouvrables	0.00	0.00
TOTAL	63'200.00	60'800.00

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

**19 CORRECTIONS DE VALEURS ET AJUSTEMENTS DE JUSTE VALEUR SUR ÉLÉMENTS FINANCIERS
ACTIF CIRCULANT. MOINS-VALUES DE CESSIONS DES VALEURS MOBILIÈRES**

en EUR	30/06/2014	30/06/2013
Corrections de valeur sur valeurs mobilières	186'333.73	0.00
Moins-values de cessions des valeurs mobilières	0.00	19'794.48
TOTAL	186'333.73	19'794.48

20 PRODUITS DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

en EUR	30/06/2014	30/06/2013
Dividendes provenant d'entreprises liées	11'488'131.53	11'918'960.93
TOTAL	11'488'131.53	11'918'960.93

21 PRODUITS DES ÉLÉMENTS FINANCIERS DE L'ACTIF CIRCULANT

en EUR	30/06/2014	30/06/2013
Reprises corrections de valeur sur valeurs mobilières	0.00	48'902.61
Autres produits de valeurs mobilières	30'171.10	34'731.50
TOTAL	30'171.10	83'634.11

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

22 AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

en EUR	30/06/2014	30/06/2013
Intérêts bancaires et assimilés	9'836.43	13'481.49
Gains de change	428'074.10	0.00
TOTAL	437'910.53	13'481.49

23 RÉMUNÉRATIONS, AVANCES ET CRÉDITS ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE

Au 30 juin 2014, un montant de EUR 79'000,00 (30.06.2013 : EUR 76'000,00) a été alloué aux membres des organes d'administration et de surveillance de la Société.

Aucune avance, aucun crédit, ni aucune garantie n'ont été accordés aux membres des organes d'administration et de surveillance dans la même période.

24 ENGAGEMENTS HORS BILAN

COFI est engagée pour un montant de EUR 677'000,50 (31.12.2013 : EUR 794'700,50) qui concerne le capital non encore appelé, à verser à des fonds d'investissements et pour un montant de EUR 3'447'000,00 concernant l'option d'acheter 2,5% du capital social d'une filiale. Cette option peut être exercée jusqu'au 30 juin 2016.

Annexe légale aux états financiers individuels arrêtés au 30 juin 2014

25 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Aucun fait significatif n'est à signaler depuis la clôture de la période et jusqu'à ce jour.

26 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (LOI DU 11 JUILLET 1988 AMENDÉE)

Conformément à l'article 309 et suivants de la susdite loi, COFI établit des états financiers consolidés et un rapport de gestion consolidé.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 30 JUIN 2014**

**RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ
AU 30 JUIN 2014**

NORME IFRS

La Société publie depuis 2005 les états financiers consolidés selon les normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

COMPTE-RENDU DES ACTIVITÉS

Pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, le Groupe a enregistré un profit net consolidé de EUR 11,4 millions (30.06.2013 : EUR 9 millions), en augmentation de EUR 2,4 millions (+27,1%) ; la part attribuable aux minoritaires est proche de zéro. Les banques du Groupe ont contribué en manière prépondérante à l'augmentation du profit net.

Par rapport au même période de l'exercice précédent, les principales variations sont les suivantes :

- augmentation de EUR 2,3 millions (+18,1%) sur la marge d'intérêts ;
- augmentation de EUR 10,8 millions (+26,1%) sur la marge des commissions ;
- augmentation de EUR 1,2 million (+21,1%) du résultat sur le portefeuille titres ;
- augmentation de EUR 9,8 millions (+22,6%) des charges générales d'exploitation ;
- augmentation du coût du risque de EUR 2,4 millions à 5,2 millions (+115,9%).

Les fonds propres, part du Groupe, y compris le résultat de l'exercice, s'élèvent à EUR 408 millions (31.12.2013 : EUR 402,6 millions). La part des minoritaires n'est pas significative.

Le total du bilan s'élève à EUR 3'359 millions (31.12.2013 : EUR 2.915 millions).

Les banques du Groupe poursuivent le développement de l'activité *private banking*. Les avoirs en gestion de la clientèle, en progression de EUR 1,4 milliard soit 12,2% par rapport à l'exercice précédent, s'élèvent au 30 juin 2014 à EUR 12,9 milliards (31.12.2013 : EUR 11,5 milliards).

Rapport de gestion consolidée au 30 juin 2014 (suite)

Avec effet au 1^{er} janvier 2014, PKB a acquis la succursale de Lugano de la Liechtensteinische Landesbank (Suisse) SA (« LLB »). Ainsi, les actifs et les passifs de LLB ont été migrés vers la PKB à cette date. Ces actifs totalisant environ CHF 1,8 milliard comprennent des crédits vers la clientèle de CHF 0,6 milliard, des dépôts de CHF 0,4 milliard et des valeurs mobilières de CHF 0,8 milliard.

Dans le but de développer sa présence sur le marché domestique suisse, PKB Privatbank SA, Lugano, a acquis en mars 2014, 100% du capital de Alasia Investments SA, société de gestion de fortune avec siège à Lausanne, qui continuera à offrir ses services à la clientèle sous le nom de PKB Alasia SA.

En mai, dans le but d'améliorer et d'étendre ultérieurement les services offerts à la clientèle, a été constituée, avec siège à Milan, la société fiduciaire PKB Servizi Fiduciari SpA. Le capital social auquel participent PKB Privatbank SA, Lugano (70%) et Cassa Lombarda SpA, Milan (30%) est de EUR 240'000. Les services qui seront offerts à la clientèle seront principalement de caractère fiduciaire, d'administration et de consolidation fiscale ainsi que de planification successorale. En juin, les démarches pour l'obtention des autorisations nécessaires ont été menées à terme.

Outre l'activité bancaire, le Groupe poursuit la politique d'investissement dans le secteur immobilier en Europe, Australie et aux États-Unis. La valeur de marché des immeubles de placement est de EUR 82,6 millions (31.12.2013 : EUR 64,8 millions) et les revenus nets provenant de la location de ces immeubles de EUR 1 million (30.06.2013 : EUR 1,4 million). La valeur comptable des immeubles d'exploitation de EUR 51 millions (31.12.2013 : EUR 49,9 millions) comprend notamment des terrains situés en Australie. La valeur de marché des ces terrains se maintient à des niveaux supérieurs aux prix d'acquisition.

ACTIONS PROPRES

Durant l'exercice et dans le cadre de l'autorisation accordée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale, la Société a acheté sur le marché boursier 32'600 actions propres, au cours moyen de EUR 14,58 chacune. Au 30 juin 2014, COFI détenait 565'946 de ses propres actions. Tel que précisé dans la Note 7 de l'annexe aux états financiers consolidés, en conformité avec les normes IFRS, les actions propres détenues ont été déduites des capitaux propres.

Rapport de gestion consolidée au 30 juin 2014 (suite)

GESTION DES RISQUES

La politique de gestion des risques, examinée chaque année par le Conseil d'Administration du Groupe, constitue la base du processus de gestion du risque. A celle-ci est liée une structure de limites, définie pour chaque catégorie déterminée de risque.

Au cours de l'exercice, la gestion des risques au sein du Groupe COFI a connu d'importants développements au niveau de ses activités bancaires.

Afin de répondre aux exigences en matière de Surveillance Consolidée dictées par l'autorité compétente Suisse (FINMA), et en complément des mesures adoptées au cours des années précédentes, les mesures suivantes ont été implémentées au cours de l'exercice :

- mise à jour du «Règlement relatif à la surveillance consolidée du groupe COFI (*Banking & Finance*)», au sein duquel sont regroupées les activités bancaires du Groupe COFI en l'occurrence PKB Privatbank SA, PKB Privatbank Ltd, PKB Banca Privada SA et Cassa Lombarda SpA, ainsi que leurs participations ;
- maintien, au niveau du Groupe COFI (*Banking & Finance*), d'un Comité d'audit & *compliance* ayant pour mission de consolider l'ensemble des risques toutes catégories confondues (risques de crédit, de marché, d'image, risques opérationnels, etc.) et d'assurer le reporting vis-à-vis des instances de surveillance ;
- pour ce qui concerne la structure et la Gouvernance, le Conseil d'Administration de PKB dispose d'un Comité d'Audit, composé par trois membres, tous Administrateurs, dont l'activité principale consiste en la supervision des processus de gestion des risques ;
- adaptation aux nouvelles exigences imposées par Bâle II et Mi-FID au sein des différentes entités bancaires du Groupe. Cet effort d'adaptation a eu des répercussions sur la gestion des différentes catégories de risques non seulement au niveau de la vérification des fonds propres (premier pilier de Bâle II) mais également à l'égard de la gestion prudentielle des processus et, donc, des sources de risque ;
- renforcement général et mise à niveau des structures de gestion du risque (*Risk Management*), de conformité (*Compliance*) et d'audit interne (*Internal Auditing*) des entités donnant lieu à une amélioration des processus d'identification, de quantification et d'atténuation des risques rattachés à la Direction et au Conseil d'Administration des filiales qui opèrent dans le secteur bancaire.

Pour tout type de risque, il existe un règlement spécifique en matière de gestion, contrôle et surveillance.

Rapport de gestion consolidée au 30 juin 2014 (suite)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations contractuelles entraînant de ce fait une perte pour le créancier. Il se compose du risque de contrepartie, de pays et de concentration. La surveillance des risques de crédit est confiée au Comité des risques et aux Directions générales des entités concernées.

Dans le cadre de l'activité crédit, les Banques du Groupe COFI se sont dotées de procédures et de normes rigoureuses notamment en matière de limites de compétence hiérarchiques et fonctionnelles, d'analyses quantitatives et qualitatives des contreparties ainsi que du principe de séparation des fonctions. Ces mêmes procédures couvrent également l'analyse des garanties fournies ainsi que la capacité du débiteur à honorer la dette.

Les risques résultant des contreparties financières sont suivis par un service spécialement affecté à cette tâche.

Des procédures appropriées ont été mises en place afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts tant en termes de pouvoir de décision que de séparation des fonctions. Afin de garantir à tout moment une vision correcte de leurs expositions respectives à l'égard de chaque client ou groupe de clients liés et, le cas échéant, réviser les lignes de crédit en temps utile, les Banques du groupe COFI disposent de procédures informatisées. Ces procédures permettent le monitoring des données d'identification des clients, leurs relations juridiques et économiques avec d'autres clients, leur exposition totale, les formes techniques donnant lieu à l'exposition, la valeur actualisée des garanties et le total des fonds déposés.

De plus, les Banques du Groupe COFI ont défini des compétences et des missions claires et précises à tous les niveaux, à savoir la sphère commerciale, administration des crédits, gestion du risque, Direction générale, surveillance interne et Conseil d'Administration.

Les services juridiques sont habilités en dernier ressort à entreprendre les actions nécessaires pour récupérer les positions présentant des anomalies. Pour remplir cette mission les services juridiques :

- gèrent les comptes pouvant présenter un problème et définissent les actions et mesures les plus appropriées ;
- dirigent l'action de recouvrement des crédits en souffrance.

Les services juridiques rapportent régulièrement aux Directions générales et aux Conseils d'Administration l'état des comptes sous observation.

Rapport de gestion consolidée au 30 juin 2014 (suite)

Le Groupe utilise le concept d'engagement total du débiteur (« *total one obligor* »). Ainsi, les contreparties liées appartenant à un même groupe sont considérées comme une seule et même contrepartie pour la gestion du risque de crédit. En matière de gestion de la concentration des risques de crédit, la politique de gestion des risques vise un étalement du risque de crédit sur des secteurs et pays différents.

L'atténuation du risque est la technique consistant à réduire le risque de contrepartie par l'obtention de sûretés. Une sûreté est tout engagement contracté ou privilège consenti par une contrepartie ou un tiers dont les Banques peuvent se prévaloir en cas de défaillance de la contrepartie de manière à diminuer les pertes sur le prêt, ou tout autre arrangement ou accord ayant un effet similaire. Un prêt ne peut jamais être accordé sur la base des seules sûretés ou couvertures. Les facteurs d'atténuation du risque ne sont considérés que comme une solution accessoire.

RISQUE DE MARCHÉ

Le développement de cette activité est encadré par une structure opérationnelle définie par des normes précises et l'attribution de limites par un règlement interne approuvé par les différents Conseils d'Administration. La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques. Sur le plan opérationnel, la vérification quotidienne du respect des limites se fait par le biais de procédures informatisées.

Les Banques du Groupe COFI sont principalement actives dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique). Elles traitent uniquement les instruments financiers définis dans le règlement relatif aux risques de marché et pour lesquels elles disposent des informations et des connaissances nécessaires. Les positions de négoce sont évaluées quotidiennement à leur valeur de marché.

Les principes du système de surveillance des risques de marché sont les suivants :

- mise en place d'une unité autonome de contrôle du risque;
- participation active du Conseil d'Administration et des Hautes Directions au processus de maîtrise des risques;
- examen, au sein de Cassa Lombarda SpA, des rapports établis par l'unité autonome de contrôle, par des dirigeants d'un niveau hiérarchique disposant d'un pouvoir de décision leur permettant d'imposer des réductions tant au niveau des positions individuelles que de l'exposition globale;
- application, au sein de Cassa Lombarda SpA, du système de mesure du risque parallèlement à des limites internes de négoce et d'exposition;
- application, au sein de PKB Privatbank SA, du système de mesure des limites internes de négoce et d'exposition;
- audit indépendant, réalisé dans le cadre du processus de révision interne.

Rapport de gestion consolidée au 30 juin 2014 (suite)

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les entités du groupe COFI (*Banking & Finance*) ont défini une politique en matière de gestion, de contrôle et de surveillance du risque de taux. Cette politique définit le cadre général en matière de gestion et de contrôle du risque de taux, les responsabilités et les compétences des entités concernées ainsi que les limites.

La plupart des positions présentant un risque de taux concernent les crédits lombards, les crédits commerciaux, les investissements financiers et les dépôts des clients.

Le risque de taux est évalué et surveillé essentiellement par le biais des indicateurs d'impact dans l'État consolidé du résultat global et sur la sensibilité des fonds propres (*sensitivity*). L'analyse du bilan par tranches de vie résiduelle révèle une concentration sur les positions classiques de dépôts de la clientèle et d'engagements sur la clientèle à très court terme.

Pour évaluer les risques de taux d'intérêt, PKB Privatbank SA a également recours à deux scénarios de crise inspirés de l'histoire des marchés financiers. Ces deux scénarios se fondent, d'une part, sur un effondrement soudain des taux et, d'autre part, sur une hausse inattendue des taux. Les indicateurs de risque obtenus en appliquant ces deux scénarios révèlent des valeurs très modestes en raison des taux relativement bas de la période actuelle et de la structure des échéances inscrites au bilan qui se concentrent sur le court terme.

Le Conseil d'Administration de Cassa Lombarda SpA a réglementé l'activité et fixé des limites opérationnelles liées au montant total pouvant être détenu en portefeuille, à la durée et à la typologie des taux des titres. Ces limites s'expriment également en termes de VaR de capital utilisé et de perte maximale (*stop loss*). Le Conseil d'Administration a également prévu un système de procurations et fixé les modalités pour l'introduction de nouveaux instruments, marchés ou contreparties.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est lié à la structure du bilan qui doit permettre de faire face à tout moment aux besoins opérationnels (risque d'échéance). Il est fortement tributaire des lignes de crédit octroyées par des établissements de crédit tiers (risque de refinancement).

Les Conseils d'Administration des banques du Groupe COFI ont établi des règles fixant les rôles et les limites opérationnelles des fonctions concernées et régissant l'interaction avec les contreparties.

Rapport de gestion consolidée au 30 juin 2014 (suite)

Le service Trésorerie des Banques est chargé de:

- financer les positions d'investissement et les opérations de vente-achat de la Banque, recourant pour ce faire essentiellement aux fonds propres et éventuellement au «Marché interbancaire des Dépôts»;
- gérer les déséquilibres et écarts résultant du métier de banque commerciale;
- assurer le bon fonctionnement de la chambre, des comptes réciproques et du système de paiement;
- s'acquitter enfin des obligations de réserve légale.

Le service Trésorerie des Banques s'occupe également de gérer de manière efficace les flux entrants et sortants de la Banque. En plus des applications de gestion, il existe également des applications spéciales pour le suivi des échéances attendues.

Les dépôts directs chez Cassa Lombarda SpA se maintiennent à un niveau élevé ce qui permet de laisser aux banques, de manière constante, une partie des investissements sous la forme de dépôts *overnight*. Afin de faire face à d'éventuelles périodes de tension, des lignes de crédit sont néanmoins disponibles tant sur le marché interbancaire des dépôts E-Mid que dans le cadre d'accords réciproques.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel regroupe l'ensemble des risques liés aux systèmes, à l'organisation, aux processus et aux personnes.

Les risques opérationnels sont difficiles à quantifier et sont liés, par définition, aux processus opérationnels et à leurs ressources. Dans l'optique d'une réduction des risques opérationnels, les principaux facteurs pris en considération sont:

- *l'organisation et les processus*
les Banques du Groupe COFI garantissent la bonne exécution des tâches grâce à l'application du principe de la séparation des fonctions, à la définition des responsabilités et à un système de contrôle interne ;
- *les compétences du personnel*
les Banques du Groupe COFI affichent la volonté de se doter de personnel qualifié en mesure de répondre à leur stratégie et susceptible de s'identifier à la culture d'entreprise des Banques. Cette culture imprègne les membres de la Direction et les collaborateurs et se reflète également dans l'approche suivie par le Groupe en matière de maîtrise des risques ;
- *l'infrastructure et la technologie informatique*
PKB Privatbank SA dispose de compétences internes et externes lui permettant d'assurer le développement et la maintenance «in-house» de son système informatique.

Rapport de gestion consolidée au 30 juin 2014 (suite)

Cette approche favorise l'intégration du système et permet le traitement automatique des transactions et la mise en œuvre d'un certain nombre de directives et de contrôles. En revanche, la quasi-totalité du système informatique de Cassa Lombarda SpA est externalisée et confiée à Cedacri qui assure un niveau approprié de sécurité tant en termes de reprise après sinistre (*Disaster Recovery*) que de continuité des activités (*Business Continuity*) ainsi que toute l'assistance et la maintenance nécessaires ;

- *la sécurité*
les sociétés du Groupe COFI ont mis en œuvre des mesures de sécurité spécifiques visant à éviter que des personnes non autorisées puissent accéder aux locaux où sont conservés des documents considérés comme «sensibles». Les Directions générales ont, depuis un certain temps déjà, établi un Plan de continuité général visant à garantir la continuité de leurs activités, comprenant notamment une analyse détaillée des différents scénarios envisagés et des ressources minimales nécessaires pour y faire face.

RISQUE JURIDIQUE

Les Banques du groupe COFI (*Banking & Finance*) réglementent leurs activités en accord avec les normes légales et déontologiques en vigueur dans le secteur bancaire tout en assurant la compréhension et la transparence des dispositions opérationnelles et contractuelles à l'égard de la clientèle.

RISQUES DE RÉPUTATION ET DE «COMPLIANCE»

Le Groupe limite son exposition au risque de réputation (d'image) en investissant de façon constante dans la formation et la sensibilisation du personnel à tous les niveaux, en maintenant une définition claire des processus de travail et des responsabilités et enfin en favorisant la diffusion d'une culture d'entreprise fondée notamment sur l'irréprochabilité et sur des normes déontologiques et professionnelles de premier ordre.

À cet égard, le groupe s'est doté d'une «Charte des valeurs» qui a fait l'objet de présentations et de discussions à tous les niveaux dans les différents établissements. Il dispose d'un service «*Legal & Compliance*» qui couvre toutes les tâches et activités liées à la *compliance*.

Dans le cadre de la réglementation contre le blanchiment d'argent, un système de gestion visant à identifier les relations bancaires pouvant donner lieu à des risques juridiques et de réputation majeurs a également été mis en place.

Rapport de gestion consolidée au 30 juin 2014 (suite)

Après traitement et évaluation sur la base d'une série de facteurs de risque, chaque relation de compte a été classée dans une catégorie appropriée. Les relations présentant un risque potentiellement élevé («*High Risk*» et «*Medium Risk*») ont été signalées aux responsables internes afin de les sensibiliser et les mobiliser davantage. L'installation du programme «*World Check*» chez Cassa Lombarda SpA en vue d'un *screening* automatique périodique complétera le projet conçu et développé dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe COFI (*Banking & Finance*).

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS APRÈS LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE

Aucun fait significatif n'est à signaler depuis la clôture de la période et jusqu'à ce jour.

PERSPECTIVES FUTURES

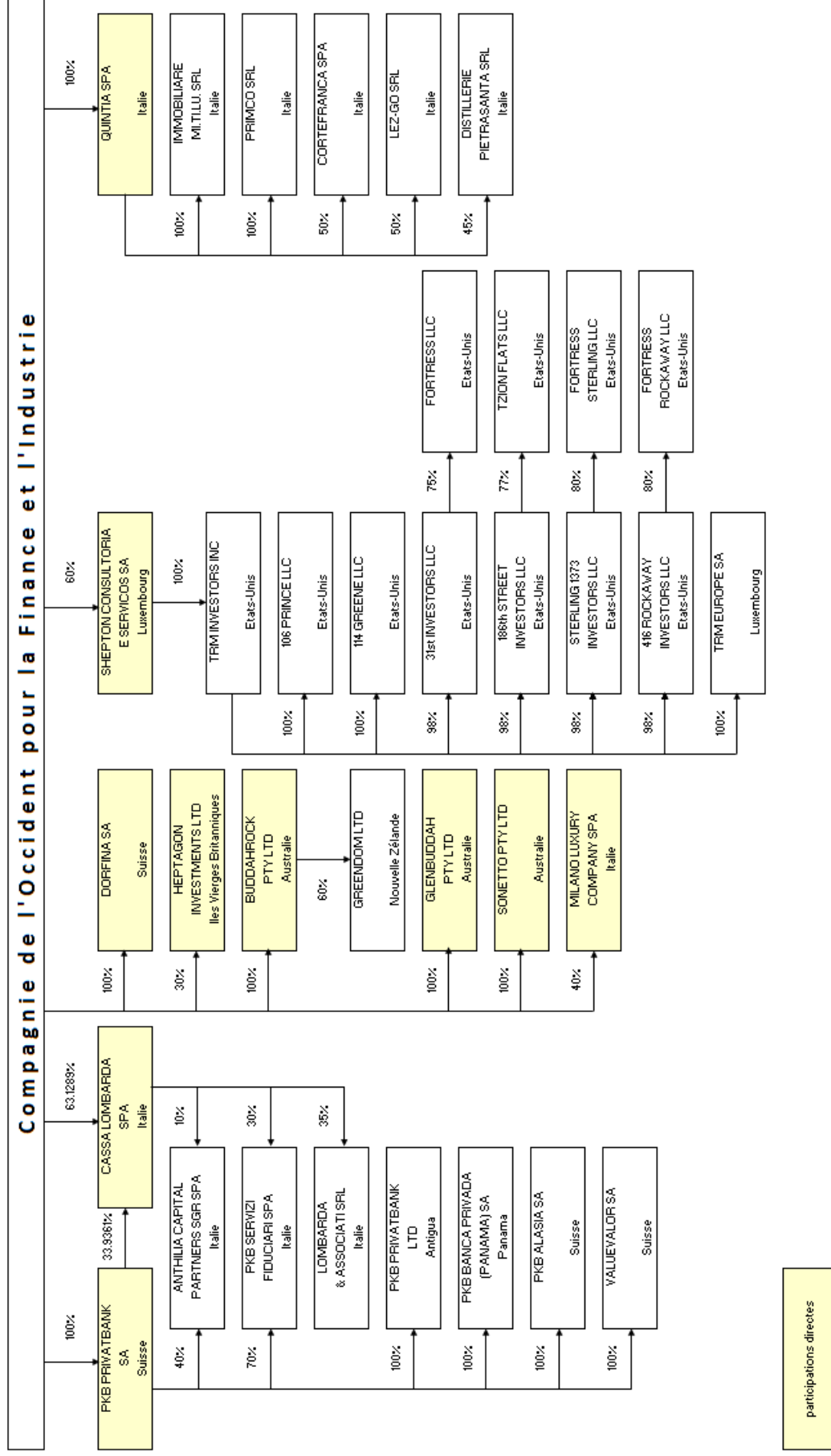
Le Conseil d'Administration continuera à analyser les différentes opportunités qui lui seront offertes afin d'optimiser la rentabilité du Groupe et ce, sans perdre de vue la protection nécessaire des actifs contre tout risque d'érosion monétaire.

Luxembourg, le 7 octobre 2014

pour le Conseil d'Administration
Frédéric Wagner
Président

ORGANIGRAMME du Groupe au 30 juin 2014

Limité aux sociétés consolidées (droits de vote)



État consolidé de la situation financière

en milliers de EUR	<i>notes</i>	30/06/2014	31/12/2013
ACTIF			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP		497'493	341'469
Créances sur établissements de crédit	9	701'358	1'050'942
Créances sur la clientèle	10	1'483'518	973'571
Instruments financiers disponibles à la vente	11	127'535	148'211
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	12	203'676	116'166
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	13	131'195	114'425
Entreprises non consolidées	14	4'213	7'028
Participations mises en équivalence	4.2, 15	12'026	11'608
Immeubles de placement	5.1, 16	20'146	6'406
Immeubles disponibles à la vente	5.1, 16	3'934	3'830
Immobilisations corporelles	5.1, 16	67'989	66'458
Immobilisations incorporelles	5.1, 16	22'502	14'746
Autres actifs	17	34'595	22'738
Comptes de régularisation		30'870	18'929
Actifs d'impôts courants et différés		6'745	7'709
Ecarts d'acquisition	3.5, 18	11'655	10'529
TOTAL DE L'ACTIF		3'359'450	2'914'765

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de la situation financière

en milliers de EUR	<i>notes</i>	30/06/2014	31/12/2013
PASSIF			
Dettes envers des banques centrales	19	120'894	100'820
Dettes envers des établissements de crédit	20	79'185	126'771
Dettes envers la clientèle	21	2'616'864	2'164'123
Instruments financiers dérivés	22	24'586	17'688
Dettes représentées par un titre		0	916
Autres passifs	23	24'443	19'297
Comptes de régularisation		29'384	23'874
Provisions pour risques et charges	5.2, 24	56'264	58'674
Fonds propres (part du Groupe)			
Capital souscrit	7, 8	158'679	158'945
Réserves	7	18'160	17'680
Réserves de consolidation		111'502	105'171
Ecart de conversion		76'930	73'865
Résultats reportés	7	31'291	32'541
Résultat de l'exercice		11'413	14'430
Fonds propres du Groupe		407'975	402'632
Réserves, part des minoritaires		87	(142)
Résultat de l'exercice, part des minoritaires		(232)	112
Total Fonds propres		407'830	402'602
TOTAL DU PASSIF		3'359'450	2'914'765

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

en milliers de EUR	<i>notes</i>	01/01/2014 30/06/2014	01/01/2013 30/06/2013
Intérêts et produits assimilés	26	18'396	15'987
Intérêts et charges assimilés	27	(3'175)	(3'095)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat	28	3'760	3'008
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente		3'152	2'698
Commissions perçues		63'804	51'778
Commissions versées		(11'691)	(10'461)
Autres produits d'exploitation	29	6'853	4'390
Autres charges d'exploitation	30	(2'727)	(1'758)
Produit net des activités ordinaires		78'372	62'547
Charges générales d'exploitation	31	(53'326)	(43'505)
Corrections de valeur sur les actifs corporels et incorporels	5.1, 16	(5'657)	(4'341)
Résultat brut d'exploitation		19'389	14'701
Coût du risque	32	(5'161)	(2'391)
Résultat d'exploitation		14'228	12'310
Autres gains (pertes) nets sur entreprises non consolidées		0	30
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	15	389	(205)
Autres gains (pertes) nets sur participations mises en équivalence		0	0
Résultat avant impôts		14'617	12'135
Impôts sur le bénéfice	33	(3'436)	(3'112)
Résultat net (à reporter)		11'181	9'023

État consolidé du résultat global (suite)

en milliers de EUR	notes	01/01/2014	01/01/2013
		30/06/2014	30/06/2013
Résultat net (report)		11'181	9'023
dont intérêts minoritaires		(232)	41
Résultat net de l'exercice, part du Groupe		11'413	8'982
Autres éléments du résultat global			
Variations de valeur sur instruments financiers disponibles à la vente		1'929	257
Ecart actuariels sur l'obligation concernant les avantages postérieurs à l'emploi au titre de prestations définies		95	0
Différence de conversion		3'081	(6'244)
Impôts sur les autres éléments du résultat global		(404)	(11)
Total autres éléments du résultat global		4'701	(5'998)
dont intérêts minoritaires		165	(21)
Total autres éléments du résultat global, part du Groupe		4'536	(5'977)
Résultat net de l'exercice		11'181	9'023
Total autres éléments du résultat global		4'701	(5'998)
Total du résultat global		15'882	3'025
dont intérêts minoritaires		(67)	20
Total du résultat global, part du Groupe		15'949	3'005
<hr/>			
en EUR	notes	30/06/2014	30/06/2013
Résultat net par action (part du Groupe)	8	0.59	0.46
Résultat global par action (part du Groupe)	8	0.82	0.15

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

en milliers de EUR	01/01/2014 30/06/2014	01/01/2013 30/06/2013
ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat de l'exercice avant impôts	14'617	12'135
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net	4'189	8'623
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6'305	4'526
Variations nettes des provisions	3'544	829
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(389)	205
(Produits) Pertes nettes des activités d'investissement	1'082	2'454
Autres	(6'353)	471
Effets dus à l'application des divers taux de change	0	138
Augmentation (Diminution) nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(260'667)	(113'048)
(Augmentation) Diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	(99'360)	(82'580)
(Augmentation) Diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	(74'181)	(35'094)
(Augmentation) Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	(75'337)	(2'398)
(Augmentation) Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(6'897)	7'535
Impôts versés	(3'057)	(2'317)
Autres mouvements	(1'835)	1'806
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	(241'861)	(92'290)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
(Augmentation) Diminution nette liée aux actifs financiers et aux participations	(36)	13
(Augmentation) Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(28'055)	(9'564)
Autres mouvements	1	0
(AUGMENTATION) DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(28'090)	(9'551)
A REPORTER	(269'951)	(101'841)

Tableau des flux de trésorerie consolidé (suite)

en milliers de EUR	01/01/2014	01/01/2013
	30/06/2014	30/06/2013
REPORT	(269'951)	(101'841)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation (Diminution) de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(10'403)	(9'463)
Augmentation (Diminution) de trésorerie provenant des autres activités de financement	0	(906)
Autres	(1'844)	(5'459)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(12'247)	(15'828)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	(282'198)	(117'669)
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de l'exercice	1'126'538	1'120'053
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	301'450	602'041
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	814'709	534'535
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée	10'379	(16'523)
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de l'exercice	844'340	1'002'384
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	376'599	503'305
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	467'741	499'079
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	(282'198)	(117'669)

État consolidé des variations des capitaux propres

en milliers de EUR	capital	réserves	réserves consolidées	écart de conversion	résultats reportés	résultat de l'exercice	fonds propres part Groupe	Intérêts Minoritaires	Total fonds propres
1^{er} janvier 2014	158'945	17'680	105'171	73'865	32'541	14'430	402'632	(30)	402'602
affectation du résultat de l'exercice 2013		480	15'200		(1'250)	(14'430)	0		0
distribution de dividendes			(9'928)				(9'928)		(9'928)
mouvements sur titres propres	(266)		(210)				(476)		(476)
variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres			1'465	3'065			4'530	171	4'701
variations d'actifs et passifs comptabilisées en résultat			(197)				(197)	(6)	(203)
autres variations			1				1	(48)	(47)
résultat de l'exercice					11'413	11'413	11'413	(232)	11'181
30 juin 2014	158'679	18'160	111'502	76'930	31'291	11'413	407'975	(145)	407'830

État consolidé des variations des capitaux propres

en milliers de EUR	capital	réserves	réserves consolidées	écart de conversion	résultats reportés	résultat de l'exercice	fonds propres part Groupe	Intérêts Minoritaires	Total fonds propres
31 décembre 2012	158'945	17'260	99'637	78'028	34'516	19'678	408'064	(897)	407'167
changement d'estimation et erreurs	0	0	(10'403)	(1)	0	(851)	(11'255)	0	(11'255)
1^{er} janvier 2013	158'945	17'260	89'234	78'027	34'516	18'827	396'809	(897)	395'912
affectation du résultat de l'exercice 2012		420	20'382		(1'975)	(18'827)	0		0
distribution de dividendes			(9'928)				(9'928)		(9'928)
variation nette du périmètre de consolidation							0	552	552
variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres			240	(6'217)			(5'977)	(21)	(5'998)
variations d'actifs et passifs comptabilisés en résultat			(1'361)				(1'361)	(41)	(1'402)
résultat de l'exercice						8'982	8'982	41	9'023
30 juin 2013	158'945	17'680	98'567	71'810	32'541	8'982	388'525	(366)	388'159

<p style="text-align: center;">NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 30 JUIN 2014</p>

NOTE 1 PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GROUPE

La Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie (en abrégé "COFI") et ses sociétés affiliées exercent leurs activités sur un plan international, particulièrement dans les domaines bancaire, financier et immobilier.

Les présents états financiers ont été approuvés en vue de leur publication par le Conseil d'administration en date du 7 octobre 2014 et signés en son nom par Monsieur Frédéric Wagner, Président du Conseil d'administration.

NOTE 2 APPLICATION DES NORMES IFRS

Les états financiers consolidés du Groupe COFI ont été préparés en application du règlement européen du 19 juillet 2002 relatif aux états financiers consolidés des sociétés cotées. Ce règlement prévoit l'application des normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les normes, interprétations ou amendements suivants ont été publiés et sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2014 :

- IFRS 10 États financiers consolidés, amendements
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, amendements
- IAS 27 États financiers individuels, amendements
- IAS 32 Instruments financiers : présentation, amendements
- IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, amendements
- IAS 36 Dépréciation d'actifs, amendements
- IFRIC 21 Taxes

Les états financiers consolidés inclus dans le présent rapport semestriel sont conformes à la norme IAS 34 qui consent une information financière intérimaire condensée.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

Retraitements IFRS

Les normes, interprétations ou amendements applicables depuis le 1^{er} janvier 2014 impactent principalement les informations à fournir dans les annexes aux états financiers.

Le Groupe n'a pas anticipé les nouvelles normes, amendements ou interprétations dont l'application en 2014 n'est qu'optionnelle.

Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans les états financiers consolidés de COFI reflètent les meilleures estimations et hypothèses retenues par le Conseil d'Administration, notamment lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations corporelles et incorporelles et des provisions. Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

NOTE 3 MÉTHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont établis à partir des états financiers de COFI et de l'ensemble de ses filiales significatives. L'ensemble des sociétés consolidées arrête les comptes soit au 31 décembre (30 juin pour les comptes intérimaires), soit avec un écart maximum de trois mois par rapport à cette date.

3.1 CONSOLIDATION PAR INTÉGRATION GLOBALE

La consolidation par intégration globale est appliquée pour toutes les sociétés du Groupe dont COFI soit détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote, soit a le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes d'administration ou de direction, soit dispose du pouvoir d'exercer une influence dominante.

Pour toutes les sociétés consolidées par intégration globale, le pourcentage de détention dans le capital correspond aux droits de vote. Le Groupe ne détient aucune participation dans laquelle il exercerait une influence dominante sans détention majoritaire des actions.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

3.2 CONSOLIDATION PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

La mise en équivalence est appliquée pour les sociétés dans lesquelles COFI détient 20 à 50 % des droits de vote ou sur lesquelles elle exerce une influence notable.

3.3 CONVERSION DES COMPTES EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de COFI sont établis en euro. La conversion des états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de l'exercice.

3.4 ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Les soldes résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

3.5 TRAITEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition. Selon cette méthode, les actifs, passifs et passifs éventuels sont évalués individuellement à leur juste valeur, conformément à la norme IFRS 3 Regroupement d'entreprises.

L'écart positif entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans l'actif net de la filiale acquise est comptabilisé à l'actif sous la rubrique Ecarts d'acquisition. Pour toutes les filiales acquises avant le 1^{er} janvier 2004, les écarts d'acquisition sont conservés à leur valeur d'origine telle qu'inscrite au bilan consolidé au 1^{er} janvier 2004, déduction faite des dépréciations cumulées à cette date.

Des tests de dépréciation sont régulièrement effectués par le Groupe, sur une base semestrielle ou annuelle.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

NOTE 4 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**4.1 SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE**

en % d'intérêt du Groupe	30/06/2014	31/12/2013
Buddahrock Pty Ltd, Scone	100.00	100.00
Cassa Lombarda SpA, Milan	97.07	97.07
Dorfina SA, Lugano	100.00	100.00
Fortress 31 LLC, New York	44.10 ¹	0.00
Fortress Sterling LLC, New York	47.04 ¹	0.00
Fortress Rockaway LLC, New York	47.04 ¹	0.00
Glenbuddah Pty Ltd, Scone	100.00	100.00
Greedom Ltd, Waverly	60.00	60.00
114 Greene LLC, Dover (NY)	60.00	60.00
Immobiliare MI.TI.LU. Srl, Milan	100.00	100.00
31st Investors LLC, New York	58.80	58.80
186th Street Investors LLC, New York	58.80	58.80
PKB Privatbank SA, Lugano	100.00	100.00
PKB Privatbank Ltd, Antigua	100.00	100.00
PKB Banca Privada (Panamá) SA, Panama	100.00	100.00
Primco Srl, Milan	100.00	100.00
106 Prince LLC, Dover (NY)	60.00	60.00
Quintia SpA, Milan	100.00	100.00
416 Rockaway Investors LLC, New York	58.80	58.80
Shepton Consultadoria e Serviços SA, Luxembourg	60.00	60.00
Sonetto Pty Ltd, Sydney	100.00	100.00
Sterling 1373 Investors LLC, New York	58.80	58.80
TRM Investors Inc, New York	60.00	60.00
TRM Europe SA, Luxembourg	60.00	60.00
Tzion Flats LLC, New York	45.28 ¹	0.00
Valuevalor AG, Lugano	100.00	100.00

(1) Société nouvellement entrée dans le périmètre de consolidation.

Lorsque COFI ne détient pas l'entièreté du capital social des filiales directes, les pourcentages d'intérêt des filiales indirectes repris dans le tableau ci-avant ne correspondent pas à ceux repris dans le tableau à la page 41 du présent rapport.

Aucune de ces sociétés n'est cotée en Bourse.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

4.2 SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

en % d'intérêt du Groupe	30/06/2014	31/12/2013
Anthilia Capital Partners SGR SpA, Milan	45.48	45.48
Cortefranca SpA, Milan	50.00	50.00
Distillerie Pietrasanta Srl, Milan	45.00	45.00
Heptagon Investments Ltd, Tortola	27.62	27.62
Lombarda & Associati Srl, Milan	33.97	33.97
Lez-Go Srl, Milan	50.00	50.00
Milano Luxury Company SpA, Milan	40.00	40.00

Aucune de ces sociétés n'est cotée en Bourse.

Lorsque COFI ne détient pas l'entière propriété du capital social des filiales directes, les pourcentages d'intérêt des filiales indirectes repris dans le tableau ci-avant ne correspondent pas à ceux repris dans le tableau à la page 41 du présent rapport.

NOTE 5 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET D'ÉVALUATION

5.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation et les immeubles de placement sont inscrits à l'actif à leur valeur d'acquisition. Les coûts d'emprunt correspondant à la période de construction, lorsque celle-ci s'étale sur une longue durée, sont inclus dans le coût d'acquisition. Les subventions d'investissement sont, le cas échéant, déduites du prix d'acquisition ainsi déterminé. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et réductions de valeur.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la valeur d'acquisition, le cas échéant déduction faite de la valeur résiduelle. Lorsqu'une immobilisation est composée d'éléments ayant des durées d'utilisation différentes, ces éléments sont amortis séparément sur leurs durées d'utilisation respectives.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.1 Immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

Pour les immeubles d'exploitation et de placement, les pourcentages moyens d'amortissement sont les suivants :

- Bâtiments 2 et 3 %
- Installations et agencement 5 à 40 %

Pour les autres immobilisations, les pourcentages moyens d'amortissement sont les suivants :

- Matériel et mobilier de bureau 10 à 20 %
- Matériel informatique 20 à 40 %
- Concessions, brevets, licences 20 %
- Autres actifs immatériels 10 %

Les immeubles en cours de construction détenus au titre de promotion immobilière sont repris au bilan avec les immeubles de placement.

Les immobilisations font l'objet de test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur. Les plus ou moins-values sur cessions d'immeubles d'exploitation ou de placement sont enregistrées le cas échéant dans l'État consolidé du résultat global sous la rubrique Autres produits respectivement Autres charges d'exploitation.

5.2 PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture, le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements ou de transactions passés, que cette obligation donne lieu à une probable sortie de ressources et que le montant puisse être estimé de façon fiable.

Une obligation juridique résulte de dispositions légales, contractuelles ou jurisprudentielles. Une obligation implicite résulte d'actions passées, lorsque ces actions, politiques affichées ou déclarations, créent chez des tiers une attente fondée, que le Groupe assumera certaines responsabilités.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.3 ACTIONS PROPRES

Les actions propres sont représentées par des titres de COFI détenus par la société elle-même. Ces titres ont été éliminés au titre des retraitements IFRS. Il est fait référence à la Note 7 Évolution des capitaux propres.

5.4 AVANTAGES AU PERSONNEL

Les avantages au personnel reprennent les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi, les indemnités de fin de carrière et les autres avantages à long terme.

5.4.1 Avantages à court terme

Une charge est comptabilisée par le Groupe lorsqu'il utilise les services rendus par le personnel lui donnant droit à des avantages.

5.4.2 Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent des avantages accordés par le Groupe aux membres du personnel soit lors de la résiliation par le Groupe du contrat de travail, soit lors du départ à la retraite anticipé ou, à l'âge légal de la retraite.

5.4.3 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont constitués des avantages au personnel autres que ceux à court terme, des indemnités de fin de carrière ou des avantages postérieurs à l'emploi.

5.4.4 Avantages postérieurs à l'emploi

Ces avantages sont représentés par les obligations du Groupe en matière de retraites. Les régimes de retraite peuvent être à contributions définies ou à prestations définies.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.4.5 Régimes à contributions définies

Les régimes à contributions définies sont ceux pour lesquelles l'obligation du Groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, et ne comporte aucun engagement sur le niveau des prestations qui seront fournies.

La cotisation est comptabilisée en charge. Aucune provision n'est constituée au passif, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

5.4.6 Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies sont ceux pour lesquels le Groupe s'engage formellement ou implicitement sur un niveau de prestations. Le Groupe supporte donc un risque à moyen ou long terme. Le Groupe est uniquement concerné par des indemnités de fin de carrière dans trois de ses entités consolidées.

Une provision couvrant ces engagements est constituée de la manière suivante:

- la provision est calculée selon la méthode actuarielle dite des unités de crédit projetées qui stipule que chaque période de service donne droit à une prestation, et évalue séparément chacune de ces unités afin d'obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, et de projection des salaires futurs;
- les écarts actuariels sont comptabilisés directement dans l'État consolidé du résultat global;
- conformément à la norme comptable IFRS 1, le montant cumulé des écarts actuariels lors de la première application des normes IFRS est comptabilisé en capitaux propres.

5.5 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

5.5.1 Crédits

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur nominale augmentée des coûts d'émission. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti. Les intérêts sont repris en résultat selon la méthode du coût amorti.

Des dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur due à des événements postérieurs à leur acquisition. Ces dépréciations et leurs reprises éventuelles sont comptabilisées dans l'État consolidé du résultat global en Coût du risque.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.5.2 Actifs financiers

Les éléments de portefeuille sont classés en trois catégories: instruments financiers en juste valeur par le résultat, instruments financiers disponibles à la vente et actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance. Les titres sont classés dans les catégories ci-avant à la date à laquelle est conclue la transaction.

➤ *Instruments financiers en juste valeur par le résultat (available for trade AFT)*

Cette catégorie reprend les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de trading ou que le Groupe a décidé de classer dans cette catégorie. Ces titres sont évalués à la valeur de marché à la date de clôture. Les écarts d'évaluation, ainsi que les plus ou moins values de cession sont comptabilisés en profits et pertes sous la rubrique Gains (Pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat. Les intérêts sur revenus fixes inclus dans cette catégorie sont repris en Intérêts et produits assimilés.

➤ *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (held to maturity HTM)*

Cette rubrique reprend les titres à revenu fixe lorsque le Groupe a la volonté et la capacité financière de les détenir jusqu'à leur échéance. Les titres de cette catégorie sont valorisés au coût d'acquisition amorti. L'amortissement des primes et décotes, ainsi que les revenus d'intérêts sont comptabilisés en Intérêts et produits assimilés.

Des dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur due à des événements postérieurs à leur acquisition. Ces dépréciations et leurs reprises éventuelles sont comptabilisées dans l'État consolidé du résultat global en Coût du risque.

➤ *Instruments financiers disponibles à la vente (available for sale AFS)*

La rubrique des actifs financiers disponibles à la vente reprend les actifs financiers non repris dans les deux autres catégories. Les titres de cette catégorie sont évalués à leur juste valeur. L'écart d'évaluation par rapport à la valeur d'acquisition est comptabilisé parmi les capitaux propres en *Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres*.

En cas de cession, les gains ou pertes sont repris dans l'État consolidé du résultat global sous la rubrique *Gains (Pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente*.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.5.2 Actifs financiers (suite)

Lorsqu'il existe des indications objectives de dépréciations durables, les réductions de valeurs comptabilisées dans les capitaux propres sont transférées dans l'État consolidé du résultat global en Coût du risque. Ces dernières ne peuvent être reprises que pour les titres à revenu fixe par la même rubrique dans l'État consolidé du résultat global qu'en cas de cession du titre.

➤ *Opérations sur instruments dérivés*

En cours d'exercice, certaines sociétés du Groupe ont réalisé des opérations sur instruments dérivés notamment des opérations de change à terme, de taux d'intérêts et des opérations sur options. Ces opérations sont réalisées essentiellement pour compte de clients avec des couvertures adéquates. Toutes les positions sont évaluées à leur valeur de marché respective.

➤ *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont des actifs financiers remboursables par montants fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué le cas échéant d'un montant de dépréciation. Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute surcote ou décote initiale et intègre les commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif ainsi que les coûts de transaction. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'État consolidé du résultat global au travers du mécanisme du coût amorti.

5.5.3 Passifs financiers

Les passifs financiers se composent de passifs détenus à des fins de transaction, dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle, dettes représentées par un titre, dettes subordonnées et autres emprunts.

L'évaluation et le traitement comptable des produits et charges y afférents varient en fonction de leur classification, à savoir les passifs financiers à la juste valeur par le résultat et les autres passifs financiers.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.5.3 Passifs financiers (suite)

Les passifs financiers à la juste valeur par le résultat comprennent :

- les passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés qui ne sont pas des instruments de couverture, et
- les passifs financiers classés dans la catégorie des passifs financiers en juste valeur par le résultat lors de leur comptabilisation initiale ou lors de la première adoption des normes IFRS.

Les autres passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur (frais de transaction compris) et ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'État consolidé du résultat global.

5.5.4 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont initialement comptabilisées à leur juste valeur après déduction des frais de transaction directs. Ultérieurement, elles sont évaluées au coût amorti. Tout écart entre le produit net et la valeur de remboursement déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif est inscrit dans l'État consolidé du résultat global.

5.5.5 Compensation

Les actifs et passifs financiers sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

5.5.6 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie sur base des prix cotés sur des marchés actifs. A défaut de cette information, d'autres techniques d'évaluation sont utilisées. Ces techniques reposent notamment sur les prix de marché de placements comparables, la valeur actualisée des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation basés sur les options et les méthodes d'évaluation basées sur les multiples de marché. Dans le cas improbable où il ne serait pas possible de déterminer la juste valeur d'un instrument financier, ce dernier est comptabilisé au coût d'acquisition.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.5.6 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond au prix de transaction, sauf si la juste valeur retenue se réfère à des transactions actuelles de marché observables impliquant le même instrument ou repose sur une technique d'évaluation qui s'appuie sur des données de marchés observables.

Les principales méthodes et hypothèses utilisées par le Groupe pour déterminer la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

- les justes valeurs des titres disponibles à la vente et à la juste valeur par le résultat sont déterminées sur base des cours de marchés actifs. À défaut de cette information, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie. Les facteurs d'actualisation reposent sur la courbe de swap, plus une marge reflétant le profil de l'instrument ;
- les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont obtenues à partir des marchés actifs ou sont établies, si cela s'avère nécessaire, au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et de modèles d'évaluation des options ;
- les justes valeurs des participations non cotées sont déterminées au moyen des multiples de marché applicables (par exemple ratios cours/bénéfices ou cours/flux de trésorerie) adaptés aux conditions particulières de l'émetteur ;
- les justes valeurs des prêts sont déterminées au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt marginaux créditeurs actuels du Groupe pour des prêts similaires. En ce qui concerne les prêts à taux variable qui évoluent fréquemment et ne présentent aucune modification significative du risque de crédit, les justes valeurs sont déterminées approximativement sur base de la valeur comptable. Des modèles d'évaluation des options sont utilisés pour évaluer les valeurs plafond et les clauses de remboursement anticipé prévues dans les contrats de prêt et qui sont isolées sur base des normes IFRS ;
- les passifs éventuels ou garanties hors-bilan sont estimés à leur juste valeur sur base des commissions actuellement facturées lors de la signature de contrats similaires, compte tenu des autres conditions et modalités des contrats et de la solvabilité des contreparties ;
- les valeurs comptables sont supposées s'approcher des justes valeurs pour les autres actifs et passifs financiers tels que les débiteurs et créditeurs à court terme.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.5.7 Instruments financiers dérivés et couverture

Les instruments dérivés sont des instruments financiers tels que les swaps, les futures, les contrats à terme, les options (émises ou achetées). La valeur de ces instruments financiers varie en fonction de l'évolution des variables sous-jacentes, demandent peu ou pas d'investissement initial net et sont réglés à une date ultérieure.

Initialement tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

Les variations de valeur ultérieures (hormis les intérêts courus) de produits dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont inscrites dans l'État consolidé du résultat global sous la rubrique Gains (pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat.

Les actifs et passifs financiers peuvent comprendre des instruments dérivés incorporés (hybrides). Les instruments financiers hybrides comprennent des emprunts convertibles (remboursables sous forme d'actions) et des emprunts avec des paiements d'intérêts indexés. Si le contrat hôte n'est pas enregistré à la juste valeur par le résultat et si les caractéristiques et risques de l'instrument dérivé incorporé ne sont pas liés étroitement à ceux du contrat hôte, l'instrument dérivé incorporé est séparé du contrat hôte et évalué à la juste valeur comme un dérivé autonome. Les écarts de juste valeur sont inscrits dans l'État consolidé du résultat global. Le contrat hôte est comptabilisé et évalué en appliquant les règles de la catégorie concernée à laquelle il appartient.

Toutefois, si le contrat hôte est comptabilisé à la juste valeur par le résultat ou si les caractéristiques et risques du dérivé incorporé sont étroitement liés à ceux du contrat hôte, l'instrument dérivé incorporé n'est pas séparé. L'instrument financier hybride est ainsi évalué comme un seul instrument.

5.5.8 Évaluation des actifs dépréciés

Un actif financier (ou un groupe d'actifs financiers) est déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale et que cet (ces) événement(s) générateur(s) de pertes a (ont) un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés qui peut être estimé de façon fiable.

En fonction du type d'actif financier, le montant recouvrable peut être estimé comme suit:

- la juste valeur établie au moyen d'un prix de marché observable ;
- la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus actualisés au taux d'intérêt réel initial de l'instrument ; ou
- sur base de la juste valeur de la sûreté réelle.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.5.8 Évaluation des actifs dépréciés (suite)

Les charges de dépréciation attribuées aux instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne peuvent pas être extournées par le biais de l'État consolidé du résultat global.

5.6 OPÉRATIONS EN DEVICES

En date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros au cours comptant de la devise. Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés dans l'État consolidé du résultat global.

Les actifs et passifs non monétaires sont, selon le cas, évalués au cours historique (jour de la transaction) ou à la valeur de marché (cours de clôture). Les écarts de change résultant de l'évaluation à la valeur de marché (notamment des titres à revenu variable) des actifs financiers évalués à la juste valeur sont comptabilisés respectivement dans l'État consolidé du résultat global pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat et dans les capitaux propres pour les titres disponibles à la vente.

5.7 PRODUIT NET DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

COFI comptabilise le produit des activités ordinaires lorsqu'il aura été satisfait à l'ensemble des conditions suivantes :

- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité.

5.7.1 Intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au prorata suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

5.7.2 Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.7 Produit net des activités ordinaires (suite)

5.7.3 Prestation de services

Lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des activités ordinaires associé à cette transaction est comptabilisé en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture.

5.8 IMPÔTS

La charge d'impôt sur le bénéfice est comptabilisée sur la base des règles et taux en vigueur dans le pays d'implantation respectif des sociétés du Groupe.

Par ailleurs, des impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs suffisants ;

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable au taux d'impôt présumé de l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de l'exercice concerné. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'un même sujet fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

5.8 Impôts (suite)

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en produits ou en charges d'impôt dans l'État consolidé du résultat global, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, sont comptabilisés dans les capitaux propres.

5.9 ENGAGEMENTS ET GARANTIES FINANCIÈRES

Les engagements de crédit qui permettent l'utilisation d'un prêt dans les délais généralement prescrits par la réglementation ou par convention sur le marché ne sont pas comptabilisés comme instruments financiers dérivés. Un engagement de crédit à la juste valeur par le résultat ou un engagement de crédit pour lequel il apparaît que le Groupe a déjà par le passé vendu des actifs qui découlent des promesses de prêt sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. L'écart qui en résulte est imputé à l'État consolidé du résultat global.

Les contrats de garanties financières qui imposent à l'émetteur d'effectuer des paiements qui fluctuent en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix de matières premières, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable sont comptabilisés comme des instruments dérivés, pour autant que dans le cas d'une variable non financière, cette dernière ne soit pas spécifique à une des parties du contrat.

5.10 RECLASSEMENT DES CHIFFRES COMPARATIFS

Certains postes de l'exercice se terminant au 31 décembre 2013 ont été reclassés afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres se terminant le 30 juin 2014.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

NOTE 6 GESTION DES RISQUES**6.1 ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES**

La politique de gestion des risques, examinée chaque année par le Conseil d'Administration du Groupe, constitue la base du processus de gestion du risque. A celle-ci est liée une structure de limites, définie pour chaque catégorie déterminée de risque.

Au cours de l'exercice, la gestion des risques au sein du Groupe COFI a connu d'importants développements au niveau de ses activités bancaires.

Afin de répondre aux exigences en matière de Surveillance Consolidée dictées par l'autorité compétente Suisse (FINMA), et en complément des mesures adoptées au cours des années précédentes, les mesures suivantes ont été implémentées au cours de l'exercice :

- mise à jour du «Règlement relatif à la surveillance consolidée du groupe COFI (*Banking & Finance*)», au sein duquel sont regroupées les activités bancaires du Groupe COFI en l'occurrence PKB Privatbank SA, PKB Privatbank Ltd, PKB Banca Privada (Panama) SA et Cassa Lombarda SpA, ainsi que leurs participations ;
- maintien, au niveau du Groupe COFI (*Banking & Finance*), d'un Comité d'audit & *compliance* ayant pour mission de consolider l'ensemble des risques toutes catégories confondues (risques de crédit, de marché, d'image, risques opérationnels, etc.) et d'assurer le reporting vis-à-vis des instances de surveillance ;
- pour ce qui concerne la structure et la Gouvernance, le Conseil d'Administration de PKB dispose d'un Comité d'Audit, composé par trois membres, tous Administrateurs, dont l'activité principale consiste en la supervision des processus de gestion des risques ;
- adaptation aux nouvelles exigences imposées par Bâle II et Mi-FID au sein des différentes entités bancaires du Groupe. Cet effort d'adaptation a eu des répercussions sur la gestion des différentes catégories de risques non seulement au niveau de la vérification des fonds propres (premier pilier de Bâle II) mais également à l'égard de la gestion prudentielle des processus et, donc, des sources de risque ;
- renforcement général et mise à niveau des structures de gestion du risque (*Risk Management*), de conformité (*Compliance*) et d'audit interne (*Internal Auditing*) des entités donnant lieu à une amélioration des processus d'identification, de quantification et d'atténuation des risques rattachés à la Direction et au Conseil d'Administration des filiales qui opèrent dans le secteur bancaire.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.1 Organisation de la gestion des risques (suite)

Pour tout type de risque, il existe un règlement spécifique en matière de gestion, contrôle et surveillance.

Le montant des fonds propres est supérieur au niveau réglementaire requis.

6.2 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations contractuelles entraînant de ce fait une perte pour le créancier. Il se compose du risque de contrepartie, de pays et de concentration. La surveillance des risques de crédit est confiée au Comité des risques et aux Directions générales des entités concernées.

Dans le cadre de l'activité crédit, les Banques du Groupe COFI se sont dotées de procédures et de normes rigoureuses notamment en matière de limites de compétence hiérarchiques et fonctionnelles, d'analyses quantitatives et qualitatives des contreparties ainsi que du principe de séparation des fonctions. Ces mêmes procédures couvrent également l'analyse des garanties fournies ainsi que la capacité du débiteur à honorer la dette.

Les risques résultant des contreparties financières sont suivis par un service spécialement affecté à cette tâche.

Des procédures appropriées ont été mises en place afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts tant en termes de pouvoir de décision que de séparation des fonctions. Afin de garantir à tout moment une vision correcte de leurs expositions respectives à l'égard de chaque client ou groupe de clients liés et, le cas échéant, réviser les lignes de crédit en temps utile, les Banques du groupe COFI disposent de procédures informatisées. Ces procédures permettent le monitoring des données d'identification des clients, leurs relations juridiques et économiques avec d'autres clients, leur exposition totale, les formes techniques donnant lieu à l'exposition, la valeur actualisée des garanties et le total des fonds déposés.

De plus, les Banques du Groupe COFI ont défini des compétences et des missions claires et précises à tous les niveaux, à savoir la sphère commerciale, administration des crédits, gestion du risque, Direction générale, surveillance interne et Conseil d'Administration.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.2 Risque de crédit (suite)

Les services juridiques sont habilités en dernier ressort à entreprendre les actions nécessaires pour récupérer les positions présentant des anomalies. Pour remplir cette mission les services juridiques :

- gèrent les comptes pouvant présenter un problème et définissent les actions et mesures les plus appropriées ;
- dirigent l'action de recouvrement des crédits en souffrance.

Les services juridiques rapportent régulièrement aux Directions générales et aux Conseils d'Administration l'état des comptes sous observation.

Le Groupe utilise le concept d'engagement total du débiteur (« *total one obligor* »). Ainsi les contreparties liées appartenant à un même groupe sont considérées comme une seule et même contrepartie pour la gestion du risque de crédit. En matière de gestion de la concentration des risques de crédit, la politique de gestion des risques vise un étalement du risque de crédit sur des secteurs et pays différents.

L'atténuation du risque est la technique consistant à réduire le risque de contrepartie par l'obtention de sûretés. Une sûreté est tout engagement contracté ou privilège consenti par une contrepartie ou un tiers dont les Banques peuvent se prévaloir en cas de défaillance de la contrepartie de manière à diminuer les pertes sur le prêt, ou tout autre arrangement ou accord ayant un effet similaire. Un prêt ne peut jamais être accordé sur la base des seules sûretés ou couvertures. Les facteurs d'atténuation du risque ne sont considérés que comme une solution accessoire.

6.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le développement de cette activité est encadré par une structure opérationnelle définie par des normes précises et l'attribution de limites par un règlement interne approuvé par les différents Conseils d'Administration. La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques. Sur le plan opérationnel, la vérification quotidienne du respect des limites se fait par le biais de procédures informatisées.

Les Banques du Groupe COFI sont principalement actives dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique). Elles traitent uniquement les instruments financiers définis dans le règlement relatif aux risques de marché et pour lesquels elles disposent des informations et des connaissances nécessaires. Les positions de négoce sont évaluées quotidiennement à leur valeur de marché.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.3 Risque de marché (suite)

Les principes du système de surveillance des risques de marché sont les suivants :

- mise en place d'une unité autonome de contrôle du risque;
- participation active du Conseil d'Administration et des Hautes Directions au processus de maîtrise des risques;
- examen, au sein de Cassa Lombarda SpA, des rapports établis par l'unité autonome de contrôle, par des dirigeants d'un niveau hiérarchique disposant d'un pouvoir de décision leur permettant d'imposer des réductions tant au niveau des positions individuelles que de l'exposition globale;
- application, au sein de Cassa Lombarda SpA, du système de mesure du risque parallèlement à des limites internes de négoce et d'exposition;
- application, au sein de PKB Privatbank SA, du système de mesure des limites internes de négoce et d'exposition;
- audit indépendant, réalisé dans le cadre du processus de révision interne.

Afin de soutenir l'activité d'investissement et de contrôle du risque résultant des processus de gestion de son portefeuille, Cassa Lombarda SpA a adopté une procédure informatique qui constitue un des axes du système de contrôle et qui assure une large couverture des marchés et des instruments financiers disponibles ainsi que la fiabilité des données relatives à l'exposition au risque.

La procédure intervient notamment aux stades suivants:

- gestion des données d'identification des titres;
- saisie des ordres en cours de procédure;
- suivi des positions en portefeuille (*position keeping*);
- *pricing*;
- évaluation de l'impact des stratégies;
- gestion du risque et contrôle des limites.

Ce système permet à l'unité de contrôle des risques de Cassa Lombarda SpA de suivre l'évolution du niveau de risque du portefeuille calculé avec la méthode VaR (Value at Risk, et plus précisément selon le modèle RiskMetrics), de manière à garantir que la gestion du portefeuille respecte le profil de risque défini par le Conseil d'Administration. Un aspect particulièrement intéressant de cette approche consiste en la possibilité de regrouper les mesures des VaR des différents portefeuilles de base pour établir la VaR globale de la Banque afin de jauger les effets de la diversification.

Le risque de change relatif aux positions détenues par Cassa Lombarda SpA et, de manière générale, couvertes systématiquement par sa trésorerie, fait l'objet d'ajustements (gains/pertes) trimestriels et est contrôlé au moins une fois par mois par les organes de surveillance.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.4 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les entités du groupe COFI (*Banking & Finance*) ont défini une politique en matière de gestion, de contrôle et de surveillance du risque de taux. Cette politique définit le cadre général en matière de gestion et de contrôle du risque de taux, les responsabilités et les compétences des entités concernées ainsi que les limites.

La plupart des positions présentant un risque de taux concernent les crédits lombards, les crédits commerciaux, les investissements financiers et les dépôts des clients.

Le risque de taux est évalué et surveillé essentiellement par le biais des indicateurs d'impact dans l'État consolidé du résultat global et sur la sensibilité des fonds propres (*sensitivity*). L'analyse du bilan par tranches de vie résiduelle révèle une concentration sur les positions classiques de dépôts de la clientèle et d'engagements sur la clientèle à très court terme.

La couverture des risques de taux de PKB Privatbank SA est assurée par des instruments financiers dérivés classiques (FRA et IRS).

Pour évaluer les risques de taux d'intérêt, PKB Privatbank SA a également recours à deux scénarios de crise inspirés de l'histoire des marchés financiers. Ces deux scénarios se fondent, d'une part, sur un effondrement soudain des taux et, d'autre part, sur une hausse inattendue des taux. Les indicateurs de risque obtenus en appliquant ces deux scénarios révèlent des valeurs très modestes en raison des taux relativement bas de la période actuelle et de la structure des échéances inscrites au bilan qui se concentrent sur le court terme.

Le Conseil d'Administration de Cassa Lombarda SpA a réglementé l'activité et fixé des limites opérationnelles liées au montant total pouvant être détenu en portefeuille, à la durée et à la typologie des taux des titres. Ces limites s'expriment également en termes de VaR de capital utilisé et de perte maximale (*stop loss*). Le Conseil d'Administration a également prévu un système de procurations et fixé les modalités pour l'introduction de nouveaux instruments, marchés ou contreparties.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.4 Risque de taux d'intérêt (suite)

La position financière de Cassa Lombarda SpA est suivie par une procédure informatique qui constitue un outil d'aide à la décision pour l'*Asset/Liability* Management opérationnel et pour la gestion intégrée des positions. En plus des fonctions Front Office typiques, les différents modules de la procédure mettent à disposition les outils nécessaires pour la gestion des portefeuilles et permettent de contrôler:

- l'évolution des opérations et des fonctions;
- le respect des limites d'exposition aux risques de taux, de change, de liquidité et de crédit;
- la performance prévue;
- la performance réelle.

Les fonctions disponibles pour la configuration organisationnelle du système permettent de structurer les différents compartiments en portefeuilles de base, reliés par une structure hiérarchique en arborescence. Les contrôles de premier niveau sont pris en charge par le Service Titres (*Securities*) de Cassa Lombarda SpA.

Le Service Planification et Contrôles de Cassa Lombarda vérifie quotidiennement le respect des limites attribuées et se charge du *reporting* périodique au Conseil d'Administration et au Comité de trésorerie.

Le suivi du risque de taux s'effectue au sein de comités spécifiques de la Direction Générale (Trésorerie et ALCO). La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques du Groupe en mettant en parallèle les situations des Banques.

6.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est lié à la structure du bilan qui doit permettre de faire face à tout moment aux besoins opérationnels (risque d'échéance). Il est fortement tributaire des lignes de crédit octroyées par des établissements de crédit tiers (risque de refinancement).

Les Conseils d'Administration des banques du Groupe COFI ont établi des règles fixant les rôles et les limites opérationnelles des fonctions concernées et régissant l'interaction avec les contreparties.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.5 Risque de liquidité (suite)

Le service Trésorerie des Banques est chargé de:

- financer les positions d'investissement et les opérations de vente-achat de la Banque, recourant pour ce faire essentiellement aux fonds propres et éventuellement au «Marché interbancaire des Dépôts»;
- gérer les déséquilibres et écarts résultant du métier de banque commerciale;
- assurer le bon fonctionnement de la chambre, des comptes réciproques et du système de paiement;
- s'acquitter enfin des obligations de réserve légale.

Le service Trésorerie des Banques s'occupe également de gérer de manière efficace les flux entrants et sortants de la Banque. En plus des applications de gestion, il existe également des applications spéciales pour le suivi des échéances attendues.

Les dépôts directs chez Cassa Lombarda SpA se maintiennent à un niveau élevé ce qui permet de laisser aux banques, de manière constante, une partie des investissements sous la forme de dépôts *overnight*. Afin de faire face à d'éventuelles périodes de tension, des lignes de crédit sont néanmoins disponibles tant sur le marché interbancaire des dépôts E-Mid que dans le cadre d'accords réciproques.

6.6 RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel regroupe l'ensemble des risques liés aux systèmes, à l'organisation, aux processus et aux personnes.

Les risques opérationnels sont difficiles à quantifier et sont liés, par définition, aux processus opérationnels et à leurs ressources. Dans l'optique d'une réduction des risques opérationnels, les principaux facteurs pris en considération sont:

- **l'organisation et les processus**
les Banques du Groupe COFI garantissent la bonne exécution des tâches grâce à l'application du principe de la séparation des fonctions, à la définition des responsabilités et à un système de contrôle interne ;
- **les compétences du personnel**
les Banques du Groupe COFI affichent la volonté de se doter de personnel qualifié en mesure de répondre à leur stratégie et susceptible de s'identifier à la culture d'entreprise des Banques. Cette culture imprègne les membres de la Direction et les collaborateurs et se reflète également dans l'approche suivie par le Groupe en matière de maîtrise des risques ;

- Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.6 Risque opérationnel (suite)

- **l'infrastructure et la technologie informatique**
PKB Privatbank SA dispose de compétences internes et externes lui permettant d'assurer le développement et la maintenance «in-house» de son système informatique. Cette approche favorise l'intégration du système et permet le traitement automatique des transactions et la mise en œuvre d'un certain nombre de directives et de contrôles. En revanche, la quasi-totalité du système informatique de Cassa Lombarda SpA est externalisée et confiée à Cedacri qui assure un niveau approprié de sécurité tant en termes de reprise après sinistre (*Disaster Recovery*) que de continuité des activités (*Business Continuity*) ainsi que toute l'assistance et la maintenance nécessaires ;
- **la sécurité**
les sociétés du Groupe COFI ont mis en œuvre des mesures de sécurité spécifiques visant à éviter que des personnes non autorisées puissent accéder aux locaux où sont conservés des documents considérés comme «sensibles». Les Directions générales ont, depuis un certain temps déjà, établi un Plan de continuité général visant à garantir la continuité de leurs activités, comprenant notamment une analyse détaillée des différents scénarios envisagés et des ressources minimales nécessaires pour y faire face.

Le Comité des risques de Cassa Lombarda SpA a notamment veillé à :

- développer une culture d'entreprise axée sur l'aide et l'assistance au client ;
- mettre en place une documentation interne complète accessible via l'intranet qui traite l'ensemble des métiers exercés et des services proposés ;
- faire adopter le «Code de conduite du secteur bancaire et financier» élaboré par l'Association des banques italiennes et l'«Accord pour l'institution d'un bureau des réclamations ou d'un médiateur bancaire» ;
- mettre en place un système de suivi à distance de l'activité du réseau de Promoteurs financiers / Gestionnaires de fortune (Private Banker), s'appuyant sur une série d'indicateurs d'anomalies du même type que ceux indiqués par Assoreti ;
- mettre en place le «Modèle organisationnel» sur la responsabilité administrative et adopter un code éthique dans les deux Banques ;
- compléter le projet «*Disaster Recovery*» et «*Business Continuity*» auquel ont participé toutes les fonctions des deux Banques du Groupe COFI qui a abouti à l'élaboration du «Plan de continuité opérationnelle» et à la proposition d'actions et mesures visant à réduire l'exposition aux risques ;
- mettre en œuvre la réglementation en matière d'abus de marché en agissant sur l'organisation interne afin de prévenir les conduites potentiellement irrégulières et en mettant en place des outils de suivi de l'activité de la clientèle ;

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.6 Risque opérationnel (suite)

- appliquer la réglementation Mi-FID en implémentant les mesures connexes en matière de:
 - classification et de profilage de la clientèle ;
 - mise en place d'un service de conseil ;
 - introduction des contrôles d'adéquation et de pertinence ;
 - révision des contrats et définition des politiques de l'entreprise.

6.7 RISQUE JURIDIQUE

Les Banques du groupe COFI (*Banking & Finance*) réglementent leurs activités en accord avec les normes légales et déontologiques en vigueur dans le secteur bancaire tout en assurant la compréhension et la transparence des dispositions opérationnelles et contractuelles à l'égard de la clientèle.

6.8 RISQUES DE RÉPUTATION ET DE «COMPLIANCE»

Le Groupe limite son exposition au risque de réputation (d'image) en investissant de façon constante dans la formation et la sensibilisation du personnel à tous les niveaux, en maintenant une définition claire des processus de travail et des responsabilités et enfin en favorisant la diffusion d'une culture d'entreprise fondée notamment sur l'irréprochabilité et sur des normes déontologiques et professionnelles de premier ordre.

À cet égard, le groupe s'est doté d'une «Charte des valeurs» qui a fait l'objet de présentations et de discussions à tous les niveaux dans les différents établissements.

Il dispose d'un service «*Legal & Compliance*» qui couvre toutes les tâches et activités liées à la *compliance*.

Dans le cadre de la réglementation contre le blanchiment d'argent, un système de gestion visant à identifier les relations bancaires pouvant donner lieu à des risques juridiques et de réputation majeurs a également été mis en place.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

6.8 Risques de réputation et de «compliance» (suite)

Après traitement et évaluation sur la base d'une série de facteurs de risque, chaque relation de compte a été classée dans une catégorie appropriée. Les relations présentant un risque potentiellement élevé («*High Risk*» et «*Medium Risk*») ont été signalées aux responsables internes afin de les sensibiliser et les mobiliser davantage. L'installation du programme «*World Check*» chez Cassa Lombarda SpA en vue d'un *screening* automatique périodique complétera le projet conçu et développé dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe COFI (*Banking & Finance*).

NOTE 7 ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Les actions propres sont représentées uniquement par des titres de COFI SA détenus par la société elle-même.

Durant l'exercice et dans le cadre de l'autorisation accordée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale, la Société a acheté sur le marché boursier 32'600 actions propres, au cours moyen de EUR 14,58 chacune. Au 30 juin 2014, COFI détenait 565'946 de ses propres actions.

En conformité avec les normes IFRS, les 565'946 actions propres ont été déduites des capitaux propres.

Les *Réserves* de EUR 18,2 millions (31.12.2013 : 17,7 millions) et les *Résultats reportés* de EUR 31,3 millions (31.12.2013 : EUR 32,5 millions) correspondent aux réserves et aux résultats reportés dans les comptes sociaux de la société consolidante COFI SA.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

NOTE 8 RÉSULTAT PAR ACTION

Le capital social de EUR 163,3 millions est composé de 20 millions d'actions ordinaires entièrement libérées, sans indication de la valeur nominale.

Après élimination des actions propres (Note 7), 19'434'054 actions donnent droit aux résultats. Aucune option sur actions ni d'autres facteurs de dilution existent.

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Au 30 juin 2014, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'élève à 19'462'206 (31.12.2013 : 19'466'654) ; le résultat net par action s'élève à EUR 0,59 (30.06.2013 : EUR 0,46) et le résultat net global par action à EUR 0,82 (30.06.2013 : EUR 0,15).

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

NOTE 9 CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
à vue	330'729	612'681
jusqu'à 3 mois	199'194	317'924
plus de 3 mois à 1 an	171'435	120'337
TOTAL	701'358	1'050'942

NOTE 10 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
à vue	485'334	370'537
jusqu'à 3 mois	624'302	367'204
plus de 3 mois à 1 an	231'176	133'853
plus de 1 an à 5 ans	103'254	75'844
plus de 5 ans	39'452	26'133
TOTAL	1'483'518	973'571

Le Groupe n'a pas procédé à des cessions sur ses portefeuilles de crédit à sa clientèle.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 11 INSTRUMENTS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Titres à revenu fixe	112'941	132'369
des émetteurs publics et assimilés	40'580	73'087
d'autres émetteurs	72'361	59'282
Titres à revenu variable	14'594	15'842
cotés	9'442	9'170
non cotés	5'152	6'672
TOTAL	127'535	148'211

NOTE 12 INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Titres à revenu fixe	170'184	84'623
des émetteurs publics et assimilés	33'223	24'909
d'autres émetteurs	136'961	59'714
Titres à revenu variable	14'790	14'455
cotés	13'708	13'563
non cotés	1'082	892
Instrument financiers dérivés	18'702	17'088
TOTAL	203'676	116'166

Tous les titres figurant sous cette rubrique sont destinés au *trading*.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

12.1 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le tableau ci-dessous présente le détail des instruments dérivés figurant à l'actif du bilan, conjointement avec leur valeur notionnelle. Les montants notionnels sont présentés en brut et représentent la valeur des actifs sous-jacents des taux de référence ou indices servant à la valorisation de ces instruments. Ils fournissent une indication sur le volume des opérations ouvertes à la clôture, mais ne sont pas un indicateur de risque de crédit ou de marché.

en milliers de EUR	30/06/2014		31/12/2013	
	fair value	valeur notionnelle	fair value	valeur notionnelle
Couverture de transactions	4'612	2'445'626	4'945	709'741
instruments dérivés de cours de change	4'612	2'445'626	4'910	704'595
instruments dérivés de futures sur taux d'intérêt	0	0	35	5'146
Couverture de juste valeur	14'090	809'712	11'948	645'913
instruments dérivés de taux d'intérêt	14'090	809'712	11'948	645'913
Couverture de résultats futurs	0	0	195	427
instruments dérivés de devise	0	0	195	427
TOTAL	18'702	3'255'338	17'088	1'356'081

NOTE 13 ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE

en milliers de EUR	31/12/2013	31/12/2013
Titres à revenu fixe	131'195	114'425
des émetteurs publics et assimilés	69'555	78'131
d'autres émetteurs	61'640	36'294
TOTAL	131'195	114'425

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

Note 13 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (suite)

Il n'y a pas eu d'opérations de cession sur ces portefeuilles et par conséquent pas de gain ou perte sur cession.

NOTE 14 ENTREPRISES NON CONSOLIDÉES

Informations sur les investissements les plus importants

en milliers		30/06/2014			
		Fonds propres inclus résultat	Résultat	% intérêt du Groupe	Valeur au bilan EUR
Bulk Malta Ltd, Malta	USD	26'592	(391)	10.00%	1'341
EIH Endurance Inv. Holding SA, Lugano	CHF	873	(1'204)	25.00%	309
NEIH SA, Luxembourg	EUR	216	(197)	18.81%	586
Queluz Gestão de Ativos Ltda, São Paulo	BRL	3'686	1'643	10.00%	823
					3'059

Dans les états financiers consolidés la valeur des entreprises non consolidées s'élève à EUR 4'213 (31.12.2013 : EUR 7'028).

Le tableau ci-dessus ne comprend que les entités non consolidées qui ont un impact significatif dans les états financiers consolidés.

L'investissement total dans sociétés non consolidées ne figurant pas dans le tableau ci-dessus s'élève à EUR 1'154 (31.12.2013 : EUR 2'352). Ces entités sont exclues du tableau en raison de la valeur négligeable de l'investissement.

Les montants concernant le fonds propres et le résultat du tableau ci-dessus sont au 31 décembre 2013.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 15 PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

15.1 Part détenue directement ou indirectement par le Groupe

en milliers de EUR	30/06/2014		31/12/2013	
	Fonds propres	Résultat	Fonds propres	Résultat
Anthilia Capital Partners SGR SpA	2'192	318	2'041	159
Cortefranca SpA	1'122	(7)	1'136	(14)
Distillerie Pietrasanta Srl	4'873	130	4'894	(21)
Heptagon Investments Ltd	804	(41)	731	71
Lez-Go Srl	1'181	(11)	1'203	(22)
Lombarda & Associati Srl	56	0	34	(13)
Milano Luxury Company SpA	1'409	0	1'420	(11)
	11'637	389	11'459	149
Total des fonds propres (part du Groupe)	12'026		11'608	

Aucune de ces sociétés n'est cotée en bourse. Aucun établissement de crédit n'est à dénombrer.

NOTE 16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

L'évolution des valeurs immobilisées est renseignée à la page 83.

Au 30 juin 2014, la valeur de marché des immeubles de placement est de EUR 82,6 millions (31.12.2013 : EUR 64,8 millions). L'augmentation est attribuable aux sociétés nouvellement incluses dans les états financiers consolidés.

Le bénéfice net résultant de la gestion des immeubles de placement s'élève à EUR 1 million (30.06.2013 : EUR 1,4 million).

La dotation aux amortissements relative aux immeubles de placement de EUR 1 million (30.06.2013 : EUR 0,2 million), est reprise sous la rubrique *Autres charges d'exploitation* dans l'État consolidé du résultat global.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

Certaines sociétés du Groupe réalisent des opérations de promotion immobilière. Ces immeubles ont été classés en *Immeubles destinés à la vente* et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur valeur de marché diminuée des coûts de vente.

Presque la totalité de ces actifs sont de nouvelles constructions réalisées par une entité du Groupe.

L'activité liée à ces immeubles n'a pas d'influence significative sur le résultat du Groupe au 30 juin 2014.

Les immobilisations incorporelles reprises dans le tableau ci-après sous la dénomination *Autres actifs immatériels* représentent la valeur de la clientèle acquise lors de l'absorption par PKB Privatbank SA, de

- Banca Monte Paschi (Suisse) SA, en 2004;
- Banca Gesfid SA, en 2010 ;
- Liechtensteinische Landesbank (Suisse) SA, en 2014.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'état consolidé de la situation financière

16 Immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

	Valeur d'acquisition		Cumul des réductions de valeur		Valeur nette	
	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014
en milliers de EUR	Différence de change	Acquisitions (Sorties)	Différence de change	Reprises (Dotations)	Différence de change	Mouvement
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	119'710	18'357	(43'016)	(4'222)	76'694	14'135
Immobilisations d'exploitation	104'193	3'666	(37'735)	(3'239)	66'458	427
Terrains et constructions	62'314	968	(12'452)	(65)	49'862	317
Machines et outillage industriel	18'582	1'577	(14'197)	(2'371)	4'385	(794)
Autres installations, outillage et mobilier	21'865	1'099	(10'259)	(27)	11'606	926
Immobilisations en cours, acomptes versés	1'432	22	(827)	0	605	(22)
Immobilisations de placement	11'687	61	(5'281)	(983)	6'406	13'708
Immobilisations disponibles à la vente	3'830	0	0	0	3'830	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34'299	10'032	(19'553)	(2'418)	14'746	7'614
Concessions, brevets, licences	800	148	(690)	(57)	110	91
Autres actifs immatériels	33'272	9'883	(18'863)	(2'361)	14'409	7'522
Acomptes versés	227	1	0	0	227	2
		230		0		1
						230

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 17 AUTRES ACTIFS

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
crédits fiscaux	11'447	7'244
autres crédits	13'019	6'196
œuvre d'art	984	974
transactions en association	4'202	5'403
transactions en cours	2'197	25
autres	2'746	2'896
TOTAL	34'595	22'738

NOTE 18 ÉCARTS D'ACQUISITION

Les *impairment tests* sur les écarts d'acquisition réalisés suivant des méthodes d'évaluation usuelles n'ont pas donné lieu à une dépréciation.

Les valeurs mentionnées dans la note correspondent aux valeurs nettes au 31 décembre 2003 des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation à cette date.

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Intégration globale		
solde net au début de l'exercice	10'339	10'339
mouvements au cours de l'exercice	1'126	0
Solde net à la fin de l'exercice	11'465	10'339
Mise en équivalence		
solde net au début de l'exercice	190	190
Solde net à la fin de l'exercice	190	190
Valeur nette totale à la fin de l'exercice	11'655	10'529

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

Note 18 Écarts d'acquisition (suite)

Les écarts d'acquisition se répartissent par unité génératrice de trésorerie de la manière suivante :

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Anthilia Capital Partners SGR SpA	34	34
Cassa Lombarda SpA	9'087	9'087
Cortefranca Spa	156	156
Glenbuddah Pty Ltd	134	134
Primco Srl	51	51
PKB Alasia SA	1'126	0
Quintia SpA	1'067	1'067
	11'655	10'529

NOTE 19 DETTES ENVERS DES BANQUES CENTRALES

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
à vue	60'873	448
jusqu'à 3 mois	60'021	40'075
plus de 1 an à 5 ans	0	60'000
TOTAL	120'894	100'523

Cassa Lombarda SpA a utilisé les facilités à des taux favorables accordées par la BCE (Banque Centrale Européenne) aux banques de l'Union Européenne qui en ont fait la demande.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 20 DETTES ENVERS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
à vue	54'726	113'017
jusqu'à 3 mois	2'239	2'927
plus de 3 mois à 1 an	1	0
plus de 5 ans	22'219	10'827
TOTAL	79'185	126'771

Aucune situation de défaut à titre contractuel ou financier n'est à signaler dans le cadre des engagements financiers pris par le Groupe.

NOTE 21 DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Dépôts d'épargne	2'686	3'065
à vue	2'652	3'065
jusqu'à 3 mois	34	0
Autres dettes	2'614'178	2'161'058
à vue	2'495'496	2'045'291
jusqu'à 3 mois	101'390	29'017
plus de 3 mois à 1 an	16'477	69'525
plus de 1 an à 5 ans	815	17'225
TOTAL	2'616'864	2'164'123

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 22 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

en milliers de EUR	30/06/2014		31/12/2013	
	fair value	valeur notionnelle	fair value	valeur notionnelle
Couverture de transactions	6'272	2'470'666	4'982	750'208
instruments dérivés de cours de change	6'272	2'470'666	4'920	742'920
instruments dérivés de futures sur taux d'intérêt	0	0	62	7'288
Couverture de juste valeur	18'314	809'712	12'511	645'913
instruments dérivés de taux d'intérêt	18'314	809'712	12'511	645'913
Couverture de résultats futurs	0	0	195	426
instruments dérivés de devise	0	0	195	426
TOTAL	24'586	3'280'378	17'688	1'396'547

Le tableau précédent présente le détail des instruments dérivés figurant au passif du bilan, conjointement avec leur valeur notionnelle. Les montants notionnels sont présentés en brut et représentent la valeur des actifs sous-jacents des taux de référence ou indice servant à la valorisation de ces instruments. Ils fournissent une indication sur le volume des opérations ouvertes à la clôture, mais ne sont pas un indicateur de risque de crédit ou de marché.

NOTE 23 AUTRES PASSIFS

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
dettes fiscales	6'756	5'370
autres dettes	1'300	905
transactions en association	2'749	2'380
transactions en cours	6'230	1'835
autres	7'408	8'807
TOTAL	24'443	19'297

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 24 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Provisions pour pensions et obligations similaires	17'306	17'306
régime à prestations définies	17'306	17'306
Provisions pour impôts	16'000	15'909
pour impôts courants	3'468	3'410
pour impôts différés	12'532	12'499
Provisions pour autres risques et charges	22'958	25'459
TOTAL	56'264	58'674

D'autres informations sur les impôts de l'exercice sont données à la Note 33.

24.1 VARIATIONS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Solde au début de l'exercice	58'674	59'867
Différence de change	488	(768)
Dotation aux provisions	6'958	17'617
Reprise de provisions	(479)	(2'104)
Utilisation des provisions	(9'377)	(15'938)
Solde à la fin de l'exercice	56'264	58'674

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

24.2 PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour autres risques et charges sont afférents à :

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Litiges éventuels et procès	10'379	10'428
Restructurations internes	164	0
Primes et commissions	6'524	8'180
Autres provisions	5'891	6'851
TOTAL	22'958	25'459

NOTE 25 VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE (PART DU GROUPE)

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Réserve au début de l'exercice	(2'475)	(1'752)
Variations de l'exercice	1'177	(723)
Différence de change	(20)	31
Gains (pertes) nets non réalisés	1'804	1'093
Gains réalisés	(408)	(2'238)
Pertes réalisées	205	13
Impôts différés	(404)	378
Réserve à la fin d'exercice	(1'298)	(2'475)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

NOTE 26 INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Créances sur la clientèle	13'539	10'845
Créances sur les établissements de crédit	1'234	1'255
Instruments financiers disponibles à la vente	1'182	1'457
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	1'164	1'515
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1'277	915
TOTAL	18'396	15'987

NOTE 27 INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Dettes envers la clientèle	(1'239)	(1'575)
Dettes envers des établissements de crédit	(1'936)	(1'520)
TOTAL	(3'175)	(3'095)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé du résultat global

NOTE 28 GAINS (PERTES) NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Titres à revenu fixe	1'571	1'596
Titres à revenu variable hors dividendes	938	855
Dividendes	27	6
Réévaluation (Réductions de valeurs) du portefeuille	682	34
Change et autres	542	517
TOTAL	3'760	3'008

Tous les titres figurant sous cette rubrique sont destinés au *trading*.

NOTE 29 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Produits sur immeubles de placement	2'638	1'760
Produits sur immeubles disponibles à la vente	2	83
Autres produits de l'actif circulant	4'044	0
Reprises de provisions	0	31
Autres produits	169	2'516
TOTAL	6'853	4'390

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé du résultat global

NOTE 30 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Charges sur immeubles de placement	(1'684)	(339)
Charges sur immeubles disponibles à la vente	(11)	(178)
Autres charges de l'actif circulant	(98)	0
Provisions diverses et autres charges	(934)	(1'241)
TOTAL	(2'727)	(1'758)

Tous les immeubles de placement ont généré des revenus locatifs.

NOTE 31 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Frais de personnel	(36'212)	(29'460)
Frais administratifs et autres	(17'114)	(14'045)
TOTAL	(53'326)	(43'505)

31.1 FRAIS DE PERSONNEL

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Salaires et traitements	(27'643)	(22'791)
Charges sociales	(3'978)	(3'301)
Contribution au fond pension (régime à prestations définies)	(122)	(81)
Contribution au fond pension (régime à contributions définies)	(2'812)	(1'988)
Autres charges de personnel	(1'657)	(1'299)
TOTAL	(36'212)	(29'460)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé du résultat global

31.2 EFFECTIFS DU GROUPE

	30/06/2014	31/12/2013
Salariés occupés à plein-temps	468	440

NOTE 32 COÛT DU RISQUE

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Augmentation des provisions	(5'700)	(3'650)
Reprises de provisions	539	1'259
TOTAL	(5'161)	(2'391)

32.1 COÛT DU RISQUE, PAR NATURE D'ACTIFS

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Prêts et créances envers la clientèle	(2'619)	(1'468)
Engagements hors bilan	7	0
Autres	(2'549)	(923)
TOTAL	(5'161)	(2'391)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Informations sur l'État consolidé du résultat global

NOTE 33 IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

en milliers de EUR	30/06/2014	30/06/2013
Impôts courants	(2'906)	(2'620)
Impôts différés	(530)	(492)
TOTAL	(3'436)	(3'112)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

AUTRES INFORMATIONS

NOTE 34 POSTES HORS BILAN

en milliers de EUR		30/06/2014	31/12/2013
34.1	Engagements de financements donnés	1'121'760	762'854
	Aux établissements de crédit	857'634	587'687
	À la clientèle	264'126	175'167
	ouverture de crédits confirmés	4'052	2'723
	opérations de change à terme	233'976	149'542
	autres transactions	5'962	5'482
	autres	20'136	17'420
34.2	Engagements de financements reçus	1'018'343	506'508
	Des établissements de crédit	828'231	376'320
	De la clientèle	190'112	130'188
34.3	Actifs donnés en garantie	14'569	221'033
	Trésorerie et assimilée	23	13
	Créances	807	206'174
	Titres	13'739	13'599
	Propriétés, immeubles et terrains	0	1'247
34.4	Actifs reçus en garantie	1'709'600	1'166'046
	Créances	1'003'304	490'349
	Titres	143'603	128'119
	Marchandises	18'164	15'015
	Propriétés, immeubles et terrains	544'529	532'563

Les montants renseignés sont des valeurs de marché.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Autres informations

Note 34 Postes hors bilan (suite)

en milliers de EUR		30/06/2014	31/12/2013
34.5	Engagements de garantie donnés	25'000	48'467
	D'ordre des établissements de crédit	1'440	1'597
	D'ordre de la clientèle	23'560	46'870
	cautions administratives et fiscales	5'105	33'462
	autres garanties	18'455	13'408
34.6	Engagements de garantie reçus	47'636	257'530
	D'ordre des établissements de crédit	11'565	12'280
	D'ordre de la clientèle	36'071	245'250
34.7	Opérations fiduciaires	154'634	152'351
	Dépôts fiduciaires	154'634	152'351

Le Groupe accorde des engagements et donne certains de ses investissements en garantie dans le cadre de ses opérations bancaires principalement au titre de son refinancement interbancaire, de l'octroi de crédits à sa clientèle et d'opérations de banque privée.

Le Groupe a réclamé auprès d'une compagnie d'assurance la prise en charge d'un dommage subi au cours de l'exercice 2013. La compagnie d'assurance a ouvert les procédures pour l'évaluation des dommages et le montant du remboursement.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Autres informations

NOTE 35 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

35.1 TRANSACTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

La liste des sociétés consolidées est présentée à la Note 4 (sociétés consolidées par intégration globale et sociétés consolidées par mises en équivalence). Les transactions réalisées en cours d'exercice entre les sociétés consolidées ainsi que les soldes à la date de clôture sont éliminés dans le processus de consolidation.

Le périmètre ne reprend pas les sociétés sous contrôle conjoint. Les informations ci-dessous relatives aux transactions avec les entreprises liées ne concernent que les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et les sociétés mises en équivalence.

35.1.1 Encours des opérations avec les parties liées

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Actifs	6'229	915
Créances sur la clientèle	6'138	604
Autres actifs	91	311
Passifs	3'987	2'553
Dettes envers la clientèle	3'806	2'553
Autres passifs	181	0

35.1.2 Transactions réalisées avec les parties liées

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Intérêts et produits assimilés	10	12
Intérêts et charges assimilées	(23)	(11)
Commissions perçues	0	1
Autres produits d'exploitation	5	5

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Autres informations

NOTE 36 INFORMATIONS SECTORIELLES

Les informations sectorielles sont données aux pages suivantes. Le Groupe a retenu les secteurs suivants:

➤ SECTEURS ÉCONOMIQUES

- Banques: regroupant toutes les activités bancaires et à caractère financier ;
- Immobilier ;
- Agriculture ;
- Autres: regroupant les sociétés de prestations de services et activités résiduelles.

➤ SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

- Europe ;
- Amériques: regroupant les activités aux États-Unis et à Antigua (W.I.) ;
- Australie.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014 - Autres informations

Note 36.1: État consolidé de la situation financière par secteur d'activité

(en milliers de EUR)

	Banques et finances		Immobilier		Agriculture		Autres		Total	
	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	497'379	341'400	0	0	0	0	0	69	497'493	341'469
Créances sur établissements de crédit	700'199	1'050'434	1'083	428	75	80	1	0	701'358	1'050'942
Créances sur la clientèle	1'483'103	973'548	389	10	0	0	26	13	1'483'518	973'571
Instruments financiers disponibles à la vente	127'535	147'671	0	540	0	0	0	0	127'535	148'211
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	202'809	115'370	0	0	0	0	867	796	203'676	116'166
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	126'353	109'598	3'514	3'513	0	0	1'328	1'314	131'195	114'425
Entreprises non consolidées	3'673	3'657	540	3'371	0	0	0	0	4'213	7'028
Participations mises en équivalence	4'738	4'432	7'288	7'176	0	0	0	0	12'026	11'608
Immobilisations corporelles	62'595	61'579	19'980	6'206	9'476	8'903	18	6	92'069	76'694
Immobilisations incorporelles	22'272	14'519	0	0	0	0	230	227	22'502	14'746
Autres actifs	29'155	17'138	244	452	4'206	4'172	990	976	34'595	22'738
Comptes de régularisation	29'601	17'933	1'057	992	1	0	211	4	30'870	18'929
Actifs d'impôts courants et différés	6'745	7'709	0	0	0	0	0	0	6'745	7'709
Écart d'acquisition	10'247	9'121	1'274	1'274	134	134	0	0	11'655	10'529
Total Actif	3'306'404	2'874'109	35'369	23'962	13'892	13'289	3'785	3'405	3'359'450	2'914'765
Dettes envers des banques centrales	120'894	100'820	0	0	0	0	0	0	120'894	100'820
Dettes envers des établissements de crédit	56'966	115'944	22'219	10'827	0	0	0	0	79'185	126'771
Dettes envers la clientèle	2'615'459	2'163'113	655	326	736	682	14	2	2'616'864	2'164'123
Instruments financiers dérivés	24'586	17'688	0	0	0	0	0	0	24'586	17'688
Dettes représentées par un titre	0	916	0	0	0	0	0	0	0	916
Autres passifs	21'238	16'464	514	507	2'691	2'326	0	0	24'443	19'297
Comptes de régularisation	29'261	23'821	120	49	1	1	2	3	29'384	23'874
Provisions pour risques et charges	56'193	58'607	71	67	0	0	0	0	56'264	58'674
Total Dettes	2'924'597	2'497'373	23'579	11'776	3'428	3'009	16	5	2'951'620	2'512'163

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014 - Autres informations

Note 36.2: État consolidé du résultat global par secteur d'activités

(en milliers de EUR)

	Banques et finances		Immobilier		Agriculture		Autres		Total	
	30/06/2014	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2013
Intérêts et produits assimilés	18'337	15'926	52	55	0	0	7	6	18'396	15'987
Intérêts et charges assimilés	(2'662)	(2'752)	(513)	(343)	0	0	0	0	(3'175)	(3'095)
Gains (pertes) sur instruments financiers FVTPL	3'690	3'008	0	0	0	0	70	0	3'760	3'008
Gains (pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente	3'152	2'698	0	0	0	0	0	0	3'152	2'698
Commissions perçues	63'793	51'770	0	0	0	0	11	8	63'804	51'778
Commissions versées	(11'650)	(10'419)	(41)	(42)	0	0	0	0	(11'691)	(10'461)
Autres produits d'exploitation	4'379	2'826	2'318	1'483	3	81	153	0	6'853	4'390
Autres charges d'exploitation	(454)	(1'013)	(1'816)	(426)	(444)	(319)	(13)	0	(2'727)	(1'758)
Charges générales d'exploitation	(52'881)	(43'163)	(2'06)	(341)	(2)	(1)	(237)	0	(53'326)	(43'505)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	(5'655)	(4'338)	(1)	(3)	0	0	(1)	0	(5'657)	(4'341)
Coût du risque	(5'161)	(2'391)	0	0	0	0	0	0	(5'161)	(2'391)
Gains (pertes) nets sur les entreprises non consolidées	0	0	0	30	0	0	0	0	0	30
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	277	(197)	112	(8)	0	0	0	0	389	(205)
Résultat avant impôts	15'165	11'955	(95)	405	(443)	(239)	(10)	14	14'617	12'135
Impôts sur les bénéfices	(3'434)	(3'105)	0	0	0	0	(2)	(7)	(3'436)	(3'112)
Résultat net	11'731	8'850	(95)	405	(443)	(239)	(12)	7	11'181	9'023
dont intérêts minoritaires	(166)	(99)	(62)	220	(4)	(80)	0	0	(232)	41
Résultat net de l'exercice (part du groupe)	11'897	8'949	(33)	185	(439)	(159)	(12)	7	11'413	8'982
Autres éléments du résultat global	3'767	(4'687)	289	(104)	616	(1'155)	29	(52)	4'701	(5'998)
Gains (Pertes) nets sur instruments financiers disponibles à la vente	1'620	257	309	0	0	0	0	0	1'929	257
Écarts actuariels concernant les avantages postérieurs à l'emploi	95	0	0	0	0	0	0	0	95	0
Différence de conversion	2'456	(4'933)	(20)	(104)	616	(1'155)	29	(52)	3'081	(6'244)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	(404)	(11)	0	0	0	0	0	0	(404)	(11)
part du Groupe	3'737	(4'645)	176	(125)	594	(1'155)	29	(52)	4'536	11'887
part des minoritaires	30	(42)	113	21	22	0	0	0	165	(21)
Résultat net de l'exercice	11'731	8'850	(95)	405	(443)	(239)	(12)	7	11'181	9'023
Total autres éléments du résultat global	3'767	(4'687)	289	(104)	616	(1'155)	29	(52)	4'701	(5'998)
Total du résultat global	15'498	4'163	194	301	173	(1'394)	17	(45)	15'882	3'025
dont part des minoritaires	(136)	(141)	51	241	18	(80)	0	0	(67)	20
Total du résultat global, part du Groupe	15'634	4'304	143	60	155	(1'314)	17	(45)	15'949	3'005

Note 36.3: État consolidé de la situation financière par secteur géographique

(en milliers de EUR)

	Europe		Amériques		Australie		Total	
	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013
	Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	497'493	341'469	0	0	0	0	497'493
Créances sur établissements de crédit	372'742	738'870	328'541	311'992	75	80	701'358	1'050'942
Créances sur la clientèle	1'469'648	952'658	13'870	20'913	0	0	1'483'518	973'571
Instruments financiers disponibles à la vente	127'535	148'211	0	0	0	0	127'535	148'211
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	203'666	116'166	10	0	0	0	203'676	116'166
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	122'893	109'814	8'302	4'611	0	0	131'195	114'425
Entreprises non consolidées	4'213	3'657	0	3'371	0	0	4'213	7'028
Participations mises en équivalence	12'026	11'608	0	0	0	0	12'026	11'608
Immobilisations corporelles	63'991	63'047	18'602	4'744	9'476	8'903	92'069	76'694
Immobilisations incorporelles	22'502	14'746	0	0	0	0	22'502	14'746
Autres actifs	27'499	15'951	2'890	2'615	4'206	4'172	34'595	22'738
Comptes de régularisation	29'547	17'692	1'322	1'237	1	0	30'870	18'929
Actifs d'impôts courants et différés	6'745	7'709	0	0	0	0	6'745	7'709
Écarts d'acquisition	11'521	10'395	0	0	134	134	11'655	10'529
Total Actif	2'972'021	2'551'993	373'537	349'483	13'892	13'289	3'359'450	2'914'765
Dettes envers des banques centrales	120'894	100'820	0	0	0	0	120'894	100'820
Dettes envers des établissements de crédit	56'965	115'944	22'220	10'827	0	0	79'185	126'771
Dettes envers la clientèle	2'097'086	1'682'449	519'042	480'992	736	682	2'616'864	2'164'123
Instruments financiers dérivés	24'586	17'688	0	0	0	0	24'586	17'688
Dettes représentées par un titre	0	916	0	0	0	0	0	916
Autres passifs	19'650	15'017	2'044	1'900	2'749	2'380	24'443	19'297
Comptes de régularisation	27'998	23'299	1'385	574	1	1	29'384	23'874
Provisions pour risques et charges	56'153	58'206	111	468	0	0	56'264	58'674
Total Dettes	2'403'332	2'014'339	544'802	494'761	3'486	3'063	2'951'620	2'512'163

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014 - Autres informations

Note 36.4: État consolidé du résultat global par secteur géographique

(en milliers de EUR)

	Europe		Amériques		Australie		Total	
	30/06/2014	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2013
	Intérêts et produits assimilés	17 704	15 334	692	653	0	0	18 396
Intérêts et charges assimilés	(2 578)	(2 626)	(597)	(469)	0	0	(3 175)	(3 095)
Gains (pertes) sur instruments financiers FVTPL	3 760	3 008	0	0	0	0	3 760	3 008
Gains (pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente	3 152	2 698	0	0	0	0	3 152	2 698
Commissions perçues	55 075	45 729	8 729	6 049	0	0	63 804	51 778
Commissions versées	(9 274)	(8 445)	(2 417)	(2 016)	0	0	(11 691)	(10 461)
Autres produits d'exploitation	4 308	2 940	2 542	1 369	3	81	6 853	4 390
Autres charges d'exploitation	(678)	(1 220)	(1 605)	(219)	(444)	(319)	(2 727)	(1 758)
Charges générales d'exploitation	(50 402)	(41 383)	(2 922)	(2 121)	(2)	(1)	(53 326)	(43 505)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	(5 547)	(4 310)	(110)	(31)	0	0	(5 657)	(4 341)
Coût du risque	(5 161)	(2 391)	0	0	0	0	(5 161)	(2 391)
Gains (pertes) nets sur entreprises non consolidées	0	30	0	0	0	0	0	30
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	389	(205)	0	0	0	0	389	(205)
Résultat avant impôts	10 748	9 159	4 312	3 215	(443)	(239)	14 617	12 135
Impôts sur les bénéfices	(3 392)	(3 087)	(44)	(25)	0	0	(3 436)	(3 112)
Résultat net	7 356	6 072	4 268	3 190	(443)	(239)	11 181	9 023
dont intérêts minoritaires	13	32	(241)	89	(4)	(80)	(232)	41
Résultat net de l'exercice (part du groupe)	7 343	6 040	4 509	3 101	(439)	(159)	11 413	8 982
Autres éléments du résultat global	3 527	(4 400)	551	(424)	623	(1 174)	4 701	(5 998)
Gains (Pertes) nets sur instruments financiers disponibles à la vente	1 620	257	309	0	0	0	1 929	257
Écarts actuariels concernant les avantages postérieurs à l'emploi	95	0	0	0	0	0	95	0
Différence de conversion	2 216	(4 646)	242	(424)	623	(1 174)	3 081	(6 244)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	(404)	(11)	0	0	0	0	(404)	(11)
part du Groupe	3 518	(4 360)	417	(443)	601	(1 174)	4 536	(5 977)
part des minoritaires	9	(40)	134	19	22	0	165	(21)
Résultat net de l'exercice	7 356	6 072	4 268	3 190	(443)	(239)	11 181	9 023
Total autres éléments du résultat global	3 527	(4 400)	551	(424)	623	(1 174)	4 701	(5 998)
Total du résultat global	10 883	1 672	4 819	2 766	180	(1 413)	15 882	3 025
dont part des minoritaires	22	(8)	(107)	108	18	(80)	(67)	20
Total du résultat global, part du Groupe	10 861	1 680	4 926	2 658	162	(1 333)	15 949	3 005

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014

GESTION DES RISQUES

NOTE 37 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**37.1 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR**

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Créances sur établissements de crédit	701'358	1'050'942
Créances sur la clientèle	1'486'388	973'649
Instruments financiers disponibles à la vente	127'535	148'213
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	203'676	116'166
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	133'538	115'324
TOTAL	2'652'495	2'404'294

37.2 ACTIFS FINANCIERS À LA VALEUR COMPTABLE

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Créances sur établissements de crédit	701'358	1'050'942
Créances sur la clientèle	1'483'518	973'571
Instruments financiers disponibles à la vente	127'535	148'211
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	203'676	116'166
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	133'308	114'425
TOTAL	2'649'395	2'403'315

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

37.3 PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Dettes envers des banques centrales	120'894	100'820
Dettes envers des établissements de crédit	79'185	126'771
Dettes envers la clientèle	2'623'207	2'164'123
Instruments financiers dérivés	24'586	17'688
Dettes représentées par un titre	0	916
TOTAL	2'847'872	2'410'318

37.4 PASSIFS FINANCIERS À LA VALEUR COMPTABLE

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Dettes envers des banques centrales	120'894	100'820
Dettes envers des établissements de crédit	79'185	126'771
Dettes envers la clientèle	2'616'864	2'164'123
Instruments financiers dérivés	24'586	17'688
Dettes représentées par un titre	0	916
TOTAL	2'841'529	2'410'318

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

NOTE 38 ACTIFS FINANCIERS, VENTILATION PAR DEVISE

38.1 AU 30 JUIN 2014

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Créances sur établissements de crédit	271'886	328'889	24'782	75'801	701'358
Créances sur la clientèle	720'783	117'993	634'480	10'262	1'483'518
Instruments financiers disponibles à la vente	127'014	521	0	0	127'535
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	176'661	1'841	24'555	619	203'676
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	70'580	4'448	55'821	346	131'195
TOTAL	1'366'924	453'692	739'638	87'028	2'647'282

38.2 AU 31 DÉCEMBRE 2013

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Créances sur établissements de crédit	292'590	433'554	255'434	69'364	1'050'942
Créances sur la clientèle	672'558	103'982	187'483	9'548	973'571
Instruments financiers disponibles à la vente	147'133	1'078	0	0	148'211
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	96'525	2'177	17'415	49	116'166
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	62'336	1'726	50'043	320	114'425
TOTAL	1'271'142	542'517	510'375	79'281	2'403'315

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

NOTE 39 PASSIFS FINANCIERS, VENTILATION PAR DEVISE

39.1 AU 30 JUIN 2014

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Dettes envers des banques centrales	120'894	0	0	0	120'894
Dettes envers des établissements de crédit	26'146	32'508	14'672	5'859	79'185
Dettes envers la clientèle	1'380'713	868'733	292'187	75'231	2'616'864
Instruments financiers dérivés	0	46	24'538	2	24'586
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
TOTAL	1'527'753	901'287	331'397	81'092	2'841'529

39.2 AU 31 DÉCEMBRE 2013

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Dettes envers des banques centrales	100'820	0	0	0	100'820
Dettes envers des établissements de crédit	40'499	10'827	53'469	21'976	126'771
Dettes envers la clientèle	1'302'149	578'647	218'080	65'247	2'164'123
Instruments financiers dérivés	0	96	17'398	194	17'688
Dettes représentées par un titre	0	0	0	916	916
TOTAL	1'443'468	589'570	288'947	88'333	2'410'318

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

NOTE 40 ACTIFS FINANCIERS DÉPRÉCIÉS

40.1 PERTE DE VALEUR

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Créances sur la clientèle	2'604	4'626
Instruments financiers disponibles à la vente	516	474
TOTAL	3'120	5'100

40.2 REVENU D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS DÉPRÉCIÉS

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Créances sur la clientèle	0	2'668
Instruments financiers disponibles à la vente	37	54
TOTAL	37	2'722

40.3 UTILISATION DE GARANTIES REÇUES

Au cours des exercices 2014 et 2013, le Groupe n'a réalisé aucun actif reçu en garantie des crédits accordés.

40.4 FAIR VALUE DES GARANTIES REÇUES

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Garanties reçues	403'307	325'955
TOTAL	403'307	325'955

En 2014, le Groupe n'a pas cédé ou donné en gage des garanties reçues.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

NOTE 41 MÉTHODE D'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation :

□ **NIVEAU 1**

Instruments financiers faisant l'objet de prix de marché cotés :

Ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables. Il comprend notamment les actions et les obligations liquides, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options...), les parts de fonds dont la valeur liquidative est calculée quotidiennement ;

□ **NIVEAU 2**

Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables :

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont la valorisation repose sur le prix d'instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

Ce niveau comprend notamment les actions et obligations de faible liquidité, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les opérations de pension de courte maturité qui ne sont pas valorisées sur la base d'un cours de cotation directement observé sur le marché, les parts de fonds pour lesquelles la liquidité est assurée de façon régulière, les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré dont les techniques de valorisation reposent sur des paramètres observables ainsi que les dettes structurées émises dont la valorisation ne fait appel qu'à des paramètres observables ;

□ **NIVEAU 3**

Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables :

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou en partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables pour le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

Note 41 Méthode d'évaluation des instruments financiers (suite)

41.1 AU 30 JUIN 2014

en milliers de EUR	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
Instruments financiers disponibles à la vente	88'148	38'408	979	127'535
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	157'572	45'072	1'032	203'676
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	133'538	0	0	133'538
Instruments financiers dérivés (passif)	(24'514)	(72)	0	(24'586)
TOTAL	354'744	83'408	2'011	440'163

41.2 AU 31 DÉCEMBRE 2013

en milliers de EUR	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
Instruments financiers disponibles à la vente	102'947	44'724	540	148'211
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	72'660	42'613	893	116'166
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	114'425	0	0	114'425
Instruments financiers dérivés (passif)	17'357	331	0	17'688
Dettes représentées par un titre	0	916	0	916
TOTAL	307'389	88'584	1'433	397'406

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

41.3 FAIR VALUE D'ACTIFS FINANCIERS, MOUVEMENT DE L'ÉVALUATION DANS LE NIVEAU 3

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Valeur au début de l'exercice	1'433	1'248
Variations de l'exercice	578	185
Gains (pertes) reconnus en résultat	0	(32)
Gains (pertes) reconnues en réserves	139	0
Acquisitions et cessions, nettes	979	217
Reclassement en autres postes	(540)	0
Valeur à la fin de l'exercice	2'011	1'433

41.4 INSTRUMENTS FINANCIERS NON COTÉS, ANALYSE PAR NATURE

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Actions et autres instruments à revenu variable	10	1'433
TOTAL	10	1'433

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

NOTE 42 EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT HORS GARANTIES ET REHAUSSEMENT DE CRÉDIT

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	497'493	341'469
Créances sur établissements de crédit	701'358	1'050'942
Créances sur la clientèle	1'483'518	973'571
Instruments financiers disponible à la vente	127'535	148'211
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	203'676	116'166
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	131'195	114'425
Entreprises non consolidées	4'213	7'028
Participations mises en équivalence	12'026	11'608
Immobilisations corporelles	92'069	67'425
Immobilisations incorporelles	22'502	14'746
Autres actifs	34'595	32'007
TOTAL	3'310'180	2'877'598
Engagements de financements donnés	857'634	762'854
Engagements de garantie donnés	237'097	48'467
TOTAL	1'094'731	811'321
TOTAL EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT	4'404'911	3'688'919

Les informations fournies dans le tableau ci-dessus ne prennent pas en compte des garanties reçues en déduction de l'exposition maximale au risque de crédit.

Une information détaillée de ces engagements reçus est présentée en note 34.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

NOTE 43 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE: QUALITÉ DU CRÉDIT

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Crédits à encours normal		
Valeur brute	1'446'072	903'468
Réductions de valeur	(2'350)	(2'362)
Valeur nette	1'443'722	901'106
Crédits échus, mais non dépréciés		
Valeur brute	6	57
Réductions de valeur	(3)	(3)
Valeur nette	3	54
Crédits dépréciés		
Valeur brute	80'046	110'613
Réductions de valeur	(40'253)	(38'202)
Valeur nette	39'793	72'411
TOTAL NET	1'483'518	973'571

43.1 ÉCHÉANCE DES CRÉDITS ÉCHUS MAIS NON DÉPRÉCIÉS

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
plus de 1 mois à 3 mois	3	0
plus de 6 mois à 1 an	0	54
Valeur nette	3	54

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

NOTE 44 **TYPLOGIE DES CRÉDITS - *Net de réductions de valeur***

44.1 CRÉDITS À ENCOURS NORMAL

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
prêts hypothécaires	741'629	317'110
prêts avec autres garanties	616'774	539'603
prêts sans aucune garantie	85'319	44'392
TOTAL	1'443'722	901'105

44.2 CRÉDITS ÉCHUS, MAIS NON DÉPRÉCIÉS

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
prêts avec autres garanties	3	54
TOTAL	3	54

44.3 CRÉDITS DÉPRÉCIÉS

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
prêts hypothécaires	9'163	0
prêts avec autres garanties	20'505	6'268
prêts sans aucune garantie	10'125	66'144
TOTAL	39'793	72'412

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

NOTE 45 VARIATION DE LA CORRECTION DE VALEUR SUR CRÉANCES DOUTEUSES

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Correction de valeur au début de l'exercice	40'567	37'329
Effet de change	92	(132)
Dotation de l'exercice	2'702	5'833
Reprise des corrections de valeur	(693)	(2'391)
Corrections de valeur utilisée	(62)	(72)
Correction de valeur à la fin de l'exercice	42'606	40'567

NOTE 46 RECLASSIFICATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Conformément à la faculté admise par les amendements aux normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union Européenne le 15 octobre 2008 suite à la crise des marchés financiers internationaux, le Groupe a jugé opportun de reclasser certains instruments financiers initialement détenus à des fins de transaction qui présentent une forte absence de transactions.

Ces instruments ont été transférés de la catégorie titres en juste valeur par le résultat dans le portefeuille de titres disponibles à la vente.

Le flux de trésorerie attendu et jugé recouvrable s'élève à EUR 12,4 millions (31.12.2013 : EUR 14,6 millions).

Le taux moyen d'intérêt effectif s'élève à 2,48 % (31.12.2013 : 3,78 %).

La valeur nominale des titres résiduels reclassés s'élève à EUR 11,5 millions (31.12.2013 : EUR 11,5 millions).

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2014
Gestion des risques

Note 46 Reclassification d'instruments financiers (suite)

en milliers de EUR	30/06/2014	31/12/2013
Titres à revenu fixe		
Valeur au bilan à la date du reclassement	16'696	16'696
Gains (Pertes) de valeur à la date du reclassement	(278)	(278)
Juste valeur à la date du reclassement	16'418	16'418
Total des titres sortis	(5'333)	(5'333)
Gains (Pertes) de valeur de la date de reclassement	(575)	(1'080)
Juste valeur à la clôture	10'510	10'005
Gains (Pertes) de valeur de l'exercice	505	788

NOTE 47 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS APRÈS LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE

Aucun fait significatif n'est à signaler depuis la clôture de la période et jusqu'à ce jour.

COFI
société anonyme

CASSA LOMBARDA S.P.A.

Via Manzoni 12/14 • I-20121 Milano
Tél. +39 - 02 77 99 1 • Fax +39 - 02 760 14 372
www.cassalombarda.it • e-mail: info@cassalombarda.it

DORFINA S.A.

Via S. Balestra 16 • CH-6900 Lugano
Tél. +41 (0)91 923 54 66 • Fax +41 (0)91 923 71 15
e-mail: info@dorfina.ch

PKB PRIVATBANK S.A.

Siège social – Direction générale
Via S. Balestra 1 • CH-6900 Lugano
Tél. +41 (0)91 913 35 35 • Fax +41 (0)91 923 35 22
www.pkb.ch

Succursale

Viale Stazione 4 • CH-6500 Bellinzona
Tél. +41 (0)91 874 33 33 • Fax +41 (0)91 874 33 44

Succursale

12, Rue Charles-Galland • CH-1206 Genève
Tél. +41 (0)22 346 91 55 • Fax +41 (0)22 346 42 56

Succursale

Tödistrasse 47 • CH-8002 Zürich
Tél. +41 (0)44 204 34 34 • Fax +41 (0)44 204 34 35

PKB PRIVATBANK LTD.

10, Redcliffe Quay • St. John's • Antigua (West Indies)
Tél. +1-268 - 462 91 62 • Fax +1-268 - 462 93 25

PKB BANCA PRIVADA (PANAMÁ) S.A.

Calle 50 y Calle Elvira Méndez • PH Tower Financial Center (Towerbank) • Piso 49
Ciudad de Panamá
Tél. +507 294 43 20 • Fax +507 294 44 33

QUINTIA S.P.A.

Via Carlo Porta 1 • I-20121 Milano
Tél. +39 - 02 290 10 420 • Fax +39 - 02 290 10 407
e-mail: info@quintia.it • quintia@quintia.it

COFI
société anonyme

2, rue de l'Eau • L-1449 Luxembourg
R.C.S.: Luxembourg B 9539
Tél. +352 - 29 92 30 • Fax +352 - 29 92 31
www.cofi.lu • info@cofisa.lu